



7^{ème} REUNION DU CONSEIL DE L'OHI
OHI C-7
Monaco, 17 – 19 octobre 2023

COMPTE RENDU
(Version 1.1, 26 octobre 2023)

Note : la 7^{ème} réunion du Conseil de l'OHI s'est déroulée selon le calendrier prévu, le présent compte rendu est conforme aux sections de l'ordre du jour.

Annexe A : *Liste des participants inscrits*

Annexe B : *Ordre du jour*

Annexe C : *Liste des décisions et actions*

1. OUVERTURE

Remarques d'ouverture et introduction du Secrétaire général

Docs: C7-01A *Liste des Documents*
C7-01B *Liste des participants inscrits*
C7-01.5A *Liste de contacts des membres*

Le Secrétaire général de l'OHI, le Dr Mathias Jonas, ouvre la séance et souhaite la bienvenue aux participants à la première réunion du troisième Conseil¹ du cycle de l'OHI. Un total de 35 Etats membres, y compris les 30 Etats membres constituant les membres du Conseil, s'étaient inscrits, 28 d'entre eux sont présents². La tâche principale de ce Conseil consiste à diriger les activités futures de l'OHI à la lumière des décisions prises par la 3^{ème} Assemblée de l'OHI en mai 2023. Soixante-dix participants sont présents dans la salle de conférence du Secrétariat de l'OHI. L'Australie (statut d'observateur à ce troisième Conseil) participe à la réunion à distance (live streaming).

Décision C7/01 : Le Conseil accueille favorablement le discours d'ouverture du Secrétaire général, qui rappelle les responsabilités du Conseil conformément aux ROP, l'équilibre de la représentation pour ce 3^{ème} Conseil dans le cycle de l'OHI (continent, tonnage, capacité technique, etc.) et enfin les objectifs des réunions du Conseil.

1.2 Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

Docs: C7-01.2A *Ordre du jour Rev 2*
C7-01.2B *Calendrier*
C7-01.2C *Livre rouge Rev 1*

L'ordre du jour et le calendrier sont adoptés. L'attention est appelée sur un document d'information récemment soumis par **les Etats-Unis** sur des considérations en matière de réglementation de la navigation pour les organisations hydrographiques (Doc. C7-09.1 INF).

Décision C7/02 : Le Conseil adopte l'ordre du jour et le calendrier tels que proposés et note que le

¹ Note: Conseil#1 (2017-2020), Conseil#2 (2020-2023), Conseil#3 (2023-2026).

² L'Angola et l'Inde, membres du Conseil, ne sont pas représentés.

Livre rouge du C-7 est à disposition.

Le Conseil convient d'examiner le document d'information (Doc. C7-09.1 INF) à la fin de la réunion au titre des questions diverses, si le temps le permet.

1.3 Constitution formelle du Conseil - Confirmation de l'élection de la présidente et du vice-président.

Docs: LCC de l'OHI 03/2023 Election du président et du vice-président du troisième Conseil de l'OHI

Le Secrétaire général rappelle les décisions de la 3^{ème} session de l'Assemblée de l'OHI au cours de laquelle le processus de sélection et la composition du Conseil ont été approuvés, et confirme l'élection ultérieure de Mme Pia Dahl Højgaard (Danemark) en tant que **Présidente** du Conseil et du Dr Masayuki Fujita (Japon) en tant que **Vice-président** du Conseil pour les trois prochaines années.

Décision C7/03 : Prenant note des décisions A3/31 et /32 et de la lettre circulaire du **Conseil LCC 03/2023**, le 3^{ème} Conseil de l'OHI (2023-2026) est formellement constitué, avec **M^{me} Pia Dahl Højgaard (DK)** en tant que présidente, et le **Dr Masayuki Fujita (JP)**, en tant que vice-président.

1.4 Remarques d'ouverture de la Présidente

Docs: C7-01.4A

Mme Pia Dahl Højgaard, Présidente du Conseil, est honorée d'avoir été élue à ce poste, tout en reconnaissant les défis considérables qui nous attendent si l'OHI veut atteindre son objectif ambitieux de la mise en œuvre complète des produits et services de la S-100 au cours de la décennie actuelle. La décision de la 3^{ème} Assemblée de l'OHI de faire du But 1 du Plan stratégique de l'OHI (faire évoluer le soutien de l'hydrographie pour la sécurité et l'efficacité de la navigation maritime) la principale priorité pour les trois prochaines années affectera tous les domaines du programme de travail. Le Conseil devrait superviser le développement de nouveaux services et assurer leur interopérabilité. La nouvelle période triennale est porteuse d'opportunités mais aussi de défis : les nouvelles données qui seront générées contribueront à l'atténuation du changement climatique et à l'expansion des sources d'énergie renouvelables. L'OHI devrait faire largement connaître ces bénéfices potentiels.

Le Conseil a prouvé son utilité lors de la 3^{ème} session de l'Assemblée de l'OHI en présentant des propositions mûrement réfléchies qui ont recueilli un large consensus parmi les Etats membres. Les principales questions auxquelles il sera confronté au cours de la présente session comprennent des propositions visant à mettre à jour la feuille de route S-100, des activités visant à améliorer le renforcement des capacités, la parité entre les sexes, la participation des Etats membres aux réunions de l'OHI et la promotion d'une base de connaissances plus large au sein des Services hydrographiques nationaux, ainsi que les premiers préparatifs du prochain Plan stratégique, qui sera finalisé lors du C-9 et adopté lors de la 4^{ème} session de l'Assemblée de l'OHI, en 2026.

Décision C7/04 : **Les membres du Conseil** accueillent favorablement le discours d'ouverture de la présidente du Conseil et conviennent de la participation des représentants des **RENC/RECC (IC-ENC, PRIMAR et EACC)** en tant qu'observateurs.

1.5 Dispositions administratives

Docs: C7-01.5A Liste de contacts des membres et références utiles - Documents de base

annotés (Convention relative à l'OHI, Règlements généraux, ROP de l'Assemblée, ROP du Conseil)

Le Secrétariat du Conseil demande aux membres de vérifier qu'ils sont bien inscrits sur la liste de contact des membres du Conseil et d'informer le Secrétariat de l'OHI de toute modification. La procédure d'approbation tacite, selon laquelle lorsque les membres ne s'opposent pas explicitement à une décision, cette dernière est réputée acceptée, est rappelée aux participants. Le Secrétariat de l'OHI explique ensuite le processus et le calendrier du compte rendu du Conseil ainsi que le travail des procès-verbalistes et des cinq rapporteurs aimablement désignés par la France, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, les Etats-Unis d'Amérique et par le Secrétariat de l'OHI, en la personne de M. Jeff Wootton.

Décision C7/05 : Les Etats membres de l'OHI qui ont un siège au Conseil doivent fournir au Secrétariat de l'OHI leurs mises à jour relatives à la liste des contacts du Conseil de l'OHI.

2. ITEMS REQUIS PAR LA 3^{ème} ASSEMBLEE DE L'OHI

2.1 Examen de la liste des décisions de l'Assemblée affectant le Conseil et débat sur la marche à suivre et sur leur mise en œuvre effective.

Docs: C7-02.1A Décisions de l'Assemblée affectant le Conseil et voie à suivre

Le Secrétaire général a passé en revue les décisions de la 3^{ème} session de l'Assemblée de l'OHI qui concernent le Conseil, en particulier celles qui ne seront pas débattues dans le cadre des items pertinents de l'ordre du jour de la présente réunion.

Le Secrétaire général note que la décision de l'Assemblée selon laquelle le but 1 du Plan stratégique de l'OHI devrait avoir la plus haute priorité dans la mise en œuvre du Programme de travail 2024-2026, nécessitera une restructuration majeure du Programme de travail (Décision A3/08(b)). Le Conseil est en outre chargé d'élaborer un plan stratégique révisé pour la période 2027-2032, en créant un groupe de travail si nécessaire, et de soumettre sa proposition à la 4^{ème} Assemblée de l'OHI en 2026 (décision A3/08(e) ; voir l'item 6.2 de l'ordre du jour ci-dessous).

Le Conseil note que l'Assemblée n'est pas parvenue à un accord sur le futur de la cartographie numérique pour le marché « sous-ECDIS », mais anticipe que le Royaume-Uni tiendra le Conseil et le Comité des services et des normes hydrographiques (HSSC) informés des progrès réalisés dans ce domaine (décision A3/15).

Le Conseil note que l'Assemblée a accepté la proposition du Conseil de clore le débat sur une définition révisée des intérêts hydrographiques jusqu'à ce que de nouvelles soumissions ou propositions soient reçues de la part des Etats membres (décision A3/05).

Décision C7/06 : Sur la base de la présentation du Secrétaire général, le Conseil convient de la liste des décisions de l'A-3 qui doivent être examinées par le Conseil au titre des items pertinents de l'ordre du jour de la réunion, ainsi que de la marche à suivre proposée.

2.2 Liste cumulative des décisions de l'A-3

A titre de référence uniquement.

3. ITEMS REQUIS PAR LE CONSEIL DE L'OHI

3.1. Examen du statut des décisions et actions du C-6

Doc: C7-03.1A

L'adjoint aux Directeurs de l'OHI, M. Guillam, prend note du fait qu'un grand nombre des décisions prises par le Conseil lors de sa sixième session ont été soit menées à bien, soit reprises par les décisions de l'Assemblée. Parmi les décisions qui ne sont par ailleurs pas couvertes par l'ordre du jour de la présente réunion, il indique, en ce qui concerne la décision C6/17 sur le futur de la carte marine papier, qu'un document a récemment été soumis à l'appui de la 9^{ème} réunion du groupe de travail sur la cartographie marine (Doc. NCWG9-05.9A), qui doit se dérouler au Royaume-Uni du 27 novembre au 1er décembre 2023. Le Secrétariat de l'OHI a achevé la révision de la publication M-1 (Documents de base de l'OHI) afin de garantir un langage inclusif.

Un certain nombre de groupes de travail et de comités ont commencé à réviser leur mandat dans le même but. La publication M-3 (Résolutions de l'OHI) doit être examinée en vue de l'adoption d'un langage inclusif du genre au fur et à mesure des mises à jour des résolutions (décision C6/59).

Décision et Action C7/07 (ancienne C6/67) : Le Conseil accueille favorablement la mise à jour du Royaume-Uni sur le concept d'un comité national sur la S-100 [cf. Livre rouge] et prend note des bénéfices escomptés d'une telle approche.

Le Conseil invite les Etats membres à partager leurs stratégies nationales en ce qui concerne la mise en place de comités nationaux de la S-100 similaires, le cas échéant (Echéance : C-8 (-3 mois)).

4. ITEMS REQUIS PAR LES ORGANES SUBSIDIAIRES

4.1 Rapport et propositions du HSSC

Doc: C7-04.1A – Rapport du HSSC

- Annexe A : Projet de révision de l'annexe 2 de la feuille de route pour la décennie de mise en œuvre de la S-100 (2020-2030) - Échéances de la S-100, version 3.0 Daté : 12 juillet 2023

- Annexe B : Proposition d'amendements aux mandat et règles de procédure du HSSC, *version en rouge*.

Le Président du HSSC rend compte des travaux du Comité depuis la 6^{ème} session du Conseil et notamment de la réunion HSSC15 qui a eu lieu en juin, cette année. Il rapporte que la coopération entre l'OHI et l'IEC pour respecter les délais de mise en œuvre de l'ECDIS S-100 a été très bonne, et reconnaît les contributions des collaborateurs à titre d'experts (RENC, industrie) pour faire progresser la mise en œuvre des spécifications de produits basées sur la S-100. Toutefois, il demande aux Etats membres et même aux hydrographes nationaux de participer plus activement aux travaux du HSSC et/ou aux réunions du HSSC pour la mise en œuvre de la série de normes S-100 ; si les Etats membres n'y participent pas, l'industrie prendra le relais, avec le risque concomitant d'une influence commerciale inappropriée sur l'élaboration des normes. Les Etats membres sont invités à participer au débat sur les contributions au nouveau plan stratégique lors de la prochaine réunion du HSSC.

Décision C7/08 : Le Conseil prend note du rapport et félicite le HSSC, ses groupes de travail et les organisations qui le soutiennent pour leurs accomplissements depuis le C-6.

Le président du HSSC rend compte du fait que la mise en œuvre de la S-100 pose des défis ; il est essentiel d'accélérer le processus d'élaboration en faisant appel à davantage d'experts issus des Etats membres, tout en garantissant la mise en place d'une infrastructure technique et administrative durable pour les nouvelles normes. A cette fin, une équipe de projet HSSC a été mise en place pour planifier comment la création d'un Centre d'infrastructure S-100 pourrait être menée à bien, ce que

l'Assemblée a appelé dans sa décision A3/14 ; elle se déroulera pour la troisième fois à la fin du mois de novembre 2023. Les ressources financières nécessaires à la mise en place du Centre d'infrastructure, d'une structure durable pour gérer la S-100 et la poursuite de l'élaboration et de la tenue à jour des normes S-100 pourraient être obtenues grâce à des sources de financement supplémentaires que l'OHI espère obtenir dans un futur proche.

Décision C7/09 : Conformément à la décision A3/08(b), **le Conseil** avalise le principe selon lequel des ressources financières supplémentaires (décision A3/20 et décision 41 de l'IRCC15) devraient être envisagées pour la mise en place d'une infrastructure technique et administrative durable relative à la S-100, y compris l'élaboration de normes afin de respecter le calendrier de la S-100.

Action C7/10 : En parallèle à la création du Centre d'infrastructure S-100, **le Conseil** charge le HSSC d'identifier, lors de sa prochaine réunion, les composantes actuelles ou émergentes qui sont essentielles à la mise en œuvre de la feuille de route S-100 et qui pourraient faire l'objet d'une demande de financement auprès de l'OHI (projet à court terme d'une part, mode opérationnel à plus long terme pour la tenue à jour des normes d'autre part). (Echéance : HSSC-16 (-7 semaines), puis C-8 (-3mois)).

Décision C7/11 : **Le Conseil** prend note de la création, dans le cadre du HSSC, de l'EP sur la création du centre d'infrastructure (EP ICE) de la S-100, de l'EP sur le système de sécurité de la S-100 ainsi que de la création de l'EP ECS dans le cadre de l'ENCWG.

Décision et Action C7/12 : A la suite de la mise à jour fournie par **le Président du HSSC** sur le plan de travail de l'EP ICE de la S-100, **le Conseil** invite **les membres du HSSC**, puis **les Etats membres de l'OHI** à donner leur avis sur les recommandations formulées par l'EP, dès qu'elles seront disponibles et au plus tard avant la 16^{ème} réunion du HSSC. (Echéance : HSSC-16 (-7 semaines)).

Le Comité de la sécurité maritime de l'OMI devait approuver deux normes liées à l'ECDIS : la planification de la route S-421, pour l'échange de routes du navire à la terre et de la terre au navire, et IEC SECOM, pour l'échange sécurisé d'informations entre le navire et la terre, en mai 2024, avec le même calendrier de mise en œuvre que les autres normes S-100, à savoir 2026-2029. L'OMI avait également demandé à l'OHI des informations plus détaillées sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la feuille de route S-100.

Le HSSC a mis en place une équipe de projet chargée de revoir le système de sécurité S-100, notamment en développant le processus de nomination et de résiliation de la S-100, en veillant à ce que les accords actuels de l'OHI soient juridiquement contraignants, en proposant des processus pour les nouveaux accords et le suivi des accords, et en veillant à ce que le processus soit compatible avec le SECOM.

La 3^{ème} Assemblée de l'OHI n'est pas parvenue à un accord sur le futur de la cartographie marine mais l'item n'a pas été complètement clos sur le plan du travail. Le HSSC a examiné une proposition dont le champ d'application a été clarifié et qui se concentre sur le marché des ECDIS. Après un débat fructueux lors de la session des parties prenantes du HSSC-15, trois sous-segments distincts ont été identifiés sur le marché : les petits navires SOLAS ; les navires commerciaux (par exemple les remorqueurs, les petits transbordeurs de passagers, les navires de pêche) et les yachts de plus de 300 GT ; et les embarcations de plaisance plus petites que la catégorie précédente. Le HSSC a mis en place une équipe de projet sur le système de cartographie électronique (ECS), subordonnée à l'ENCWG, afin d'identifier et de hiérarchiser les exigences de navigation de l'ECS, d'analyser leur impact sur les normes hydrographiques actuelles de l'OHI et de formuler des recommandations à l'intention des organes actuels de l'OHI, des organisations externes et des Etats membres. L'équipe de projet a tenu une première réunion en juillet et tiendra sa seconde réunion officielle en novembre 2023.

Le HSSC a mis en place une équipe de projet de représentation de la ligne de base (BSPT), subordonnée au NCWG, en 2021 pour soutenir la production automatisée de cartes papier à partir des données S-101, y compris une bibliothèque de symboles de la ligne de base. Cependant, les progrès sont lents et il faudrait davantage de ressources de la part des Etats membres pour accélérer le processus.

Dans le but de s'aligner sur le début prévu des travaux de l'IEC sur la norme d'essai ECDIS S-100, le HSSC avalisera le premier ensemble opérationnel de spécifications de produits S-100 (édition 2.0.0) couvrant la mise en œuvre de la phase 1 pour le suivi des routes - S-101, S-102, S-104, S-111, S-124 et S-129 entre avril et octobre 2024. Les Etats membres peuvent s'attendre à une LC de l'OHI, avec la demande d'approbation du premier lot de spécifications de produits S-100, début novembre 2024.

Décision C7/13 : Afin de respecter les délais fixés par l'OMI pour la transition vers l'ECDIS S-100, **le Conseil** convient qu'une LC de l'OHI devra être publiée pour informer **les Etats membres de l'OHI** du calendrier de préparation, d'ici début novembre 2024, du début de la phase d'approbation de l'édition 2.0.0 des spécifications de produits basées sur l'ECDIS S-100 (phase 1 / suivi des routes en tant que 1^{ère} étape).

Action C7/14 : **Le Secrétariat de l'OHI** doit mettre en œuvre la décision C7/13 ci-dessus. (Echéance : décembre 2023).

Mise à jour du calendrier après le HSSC-16, en mai 2024 (**président du HSSC** en préparation du C-8). (Echéance : C-8, -3 mois).

Le Secrétaire général rapporte que la Spécification de produit pour les démarcations polygonales des zones maritimes mondiales, S-130 édition 1.0.0, est prête pour une mise en œuvre initiale, des essais et une évaluation complète. Le HSSC a recommandé de la tester dans un premier temps dans deux régions présentant des conditions très différentes, à savoir la région M - océan Austral et la région E - mer Baltique. Le Secrétariat de l'OHI se coordonnerait par l'intermédiaire d'experts externes pour produire des jeux de données d'essai pour les deux régions et les soumettre à l'équipe de projet S-130 à la fin du mois de novembre 2023.

Décision et Action C7/15 : Prenant note des éclaircissements et des points de vue fournis par **le Secrétaire général**, **le Conseil** approuve la marche à suivre proposée pour tester la spécification de produit S-130 édition 1.0.0 dans deux régions (région E - mer Baltique, région M - océan Austral) avant la publication de la version opérationnelle de la S-130 édition 2.0.0 et la production officielle d'une seule et unique base de données de l'OHI qui fasse autorité. 1.0.0 dans deux régions (région E - mer Baltique, région M - océan Austral) avant la publication de la version opérationnelle de la S-130 édition 2.0.0 et la production officielle de l'unique base de données de l'OHI qui fasse autorité en matière de limites.

Le président du HSSC fera une mise à jour lors de la prochaine réunion (Echéance : HSSC-16 / C-8 (-3 mois)).

Le président du HSSC résume les changements proposés au mandat et aux règles de procédure du Comité, y compris la proposition d'émettre une invitation permanente aux Centres régionaux de coordination des ENC (RENC) à assister à ses réunions en tant qu'observateurs. Il est proposé d'instituer un prix annuel « Lauréat de l'hydrographie » afin de récompenser la contribution de collègues venant d'horizons très divers, y compris au-delà des Services hydrographiques nationaux.

Au cours du débat qui s'ensuit, les participants s'entendent sur l'énorme potentiel des produits S-100 et sur la nécessité d'accélérer leur mise en œuvre, tout en reconnaissant le besoin d'un financement accru. Les participants demandent une description détaillée de la manière dont tout financement supplémentaire sera utilisé, afin de les aider à plaider leur cause auprès de leurs

gouvernements. Le financement supplémentaire pourrait prendre la forme d'un financement ad hoc, axé sur des projets, ou - de préférence - d'un financement à plus long terme, bien que cela puisse entraîner une augmentation des contributions annuelles des Etats membres. Toute proposition d'augmentation du financement à long terme impliquerait des décisions stratégiques qui devraient être incluses dans le prochain plan stratégique ; par exemple, de telles décisions seraient nécessaires concernant les nombreuses applications potentielles des produits S-100 autres que celles requises pour la navigation. Un Etat membre demande pourquoi certaines spécifications de produits de la S-100, par exemple la S-130, ne figurent pas dans le calendrier de la S-100. En réponse aux points soulevés, le président du HSSC explique que le calendrier S-100 n'englobe que les produits S-100 à utiliser dans l'ECDIS S-100, puisque l'OHI doit les signaler explicitement à l'OMI. Il reconnaît également la nécessité d'un mécanisme efficace pour faire rapport à l'OMI, par exemple pour rendre compte de la couverture des données (prévue, attendue, atteinte) pour chaque spécification de produit basée sur la S-100 à utiliser dans l'ECDIS S-100.

Décision C7/16 : Tout en notant la résolution existante de l'OHI 2/2014 telle qu'amendée - Médaille Prince Albert 1er pour l'hydrographie, **le Conseil** avalise la proposition **du HSSC** et **de l'IRCC** d'un prix annuel du lauréat de l'hydrographie et approuve la marche à suivre proposée.

Action C7/17 : **Les présidents du HSSC et de l'IRCC**, avec le soutien **du Secrétariat de l'OHI**, doivent préparer une proposition de résolution de l'OHI pour le lauréat du prix de l'hydrographie qui sera décerné sur une base annuelle.

Après finalisation, **le Secrétariat de l'OHI** publiera une LC de l'OHI sollicitant l'approbation **des Etats membres de l'OHI** sur la proposition de résolution de l'OHI. (Echéance : mars 2024).

Décision C7/18 : Dans le but d'inclure la représentation **des RENC** aux réunions du HSSC, **le Conseil** avalise les amendements proposés au mandat et aux règles de procédure du HSSC.

Décision et Action C7/19 : (identique aux anciennes C6/20, ...et C1/06) Compte tenu des délais entre les réunions HSSC-16 et IRCC-16 en 2024 et du compte à rebours pour la soumission des rapports et des propositions au C-8, **le Conseil** invite **les présidents du HSSC et de l'IRCC** à préparer les procès-verbaux de leurs réunions de 2024 en vue de les utiliser/soumettre directement en tant que rapports et propositions à examiner lors du C-8. (Echéance : C-8 (-3 mois)).

4.2 Rapport et propositions de l'IRCC

Doc : C7-04.2A – Rapport de l'IRCC

- Annexe A : Promouvoir le rôle des femmes dans le domaine de l'hydrographie : Du projet au programme

- Annexe B : Equipe de cadrage pour la mobilisation de fonds pour les initiatives de projets des EP de l'OHI

Le président de l'IRCC présente un rapport et les résultats de l'IRCC-15, qui met l'accent sur la mise en œuvre des décisions prises lors de l'A-3. Il fait état de l'excellente coopération avec le HSSC, qui a rendu un rapport d'avancement sur la feuille de route pour la mise en œuvre de la S-100 et sur les spécifications des produits de la S-100 à l'IRCC-15. Suite à la mise en place de la cellule ISO après le HSSC-13 pour expérimenter la norme ISO 9001 dans l'élaboration des spécifications de produits S-101, le HSSC avait invité l'IRCC à envisager de reproduire la cellule ISO sur la S-101 par

l'intermédiaire des commissions hydrographiques régionales (CHR). L'IRCC avait recommandé aux CHR de commencer à produire la S-101 et d'autres produits S-100 en se concentrant sur une partie spécifique de la région.

Les 15 CHR ont rendu compte de leurs principales préoccupations : le besoin de collaboration et de coordination dans la mise en œuvre de la feuille de route S-100 ; la nécessité d'accroître les activités de renforcement des capacités ; et le manque de participation aux activités et aux réunions des CHR. Il serait important d'encourager une plus grande participation régionale aux groupes de travail. Il y a eu de bons exemples de coopération inter-régionale, y compris dans le renforcement des capacités, et des partenariats réussis avec l'industrie et les parties prenantes. Les CHR et les entités subordonnées ont été encouragés à ouvrir le débat sur leur participation future aux activités liées au changement climatique.

Le SC-SMAN a tenu une réunion conjointe avec le Service mondial d'alerte aux informations météoro-océaniques de l'OMM, axée sur les progrès de la S-124 et la mise en œuvre du SafetyCast d'Iridium, a fourni des informations en retour sur le SPI 3.1.1 de l'OHI et a présenté une démo sur le projet SIG C-55. Le NCSR10 a approuvé le manuel conjoint OMI/OHI/OMM sur les renseignements sur la sécurité maritime. L'IRCC recommande aux CHR d'encourager les Etats membres à rendre compte à l'OMI et au président du groupe de coordination de l'AGA de l'avancement de la mise en œuvre des services mobiles par satellite nouvellement reconnus par les fournisseurs de RSM.

De généreuses contributions financières au renforcement des capacités sont reçues de la République de Corée, de la Nippon Foundation et du Canada, tandis que l'assistance bilatérale en nature est fournie par de nombreux Etats membres. Des progrès ont été réalisés dans la mise en place du centre de formation en ligne, la phase 1 étant axée sur le catalogage du matériel de formation en ligne existant et sur la présentation des cours existants ainsi que sur la nécessité d'identifier un véritable manager pour le centre. La publication de la C-55 a progressé, l'IRCC chargeant le CBSC de se mettre en rapport avec les RENC et le Secrétariat de l'OHI pour déterminer quels Etats membres ne contribuent actuellement pas au CATZOC.

La voie à suivre pour le projet EWH est développée par le Canada et soutenue par le Secrétariat de l'OHI et l'IRCC. Le Conseil est invité à examiner le document intitulé « Promouvoir le rôle des femmes dans le domaine de l'hydrographie : Du projet au programme » joint en annexe A et à débattre de la mise en œuvre d'un programme intitulé « Parité entre les sexes en hydrographie (GBH) ».

L'IRCC a demandé aux entités subordonnées de revoir leurs mandats et Règles de procédure respectifs dans un langage inclusif, et le Secrétariat de l'OHI est invité à publier un questionnaire sur la parité entre les sexes tous les trois ans avant l'Assemblée.

Le WENDWG a achevé la matrice des produits et services WEND-100 en s'appuyant sur les principes WEND de l'IGIF. Les principes WEND-100 et les directives de mise œuvre de la S-1xx doivent être considérés comme étant en « mode maintenance » et constamment mis à jour. L'IRCC félicite la KHOA d'avoir dirigé le projet INTToGIS III. L'IRCC charge le WENDWG d'assurer la liaison avec le HSSC sur la manière de refléter la cellule ISO du HSSC sur le S-101. Le MSDIWG entreprend une mise à jour de la publication C-17. Le Groupe de travail réseau OHI-UE (IENWG) et la DG MARE³ débattent de nouvelles possibilités de collaboration. La participation du Secrétariat de l'OHI est reconnue comme un atout pour la promotion d'activités de haut niveau au sein de la Commission de l'UE. Le Comité international FIG/OHI/ACI sur les normes de compétence pour les hydrographes et les spécialistes en cartographie marine (IBSC) avait signalé le nombre élevé de soumissions inadéquates ; en réponse, l'IRCC avait chargé l'IBSC, en liaison avec le Secrétariat de l'OHI, d'organiser un atelier en ligne pour apporter des éclaircissements sur la préparation des soumissions.

³ Direction Générale – Affaires maritimes et pêche.

L'IRCC avait chargé le CSBWG d'organiser un atelier en ligne sur les avantages de la bathymétrie participative et sur la manière d'élargir la contribution en données.

La GEBCO a travaillé sur une nouvelle stratégie, un code de conduite qui a été avalisé par l'IRCC et un examen de la gouvernance. Conformément à la décision A3/20, l'IRCC propose la création d'une équipe de projet ad hoc chargée d'étudier la possibilité d'un financement alternatif fiable pour les activités, y compris le renforcement des capacités et la GEBCO. Une équipe de cadrage pour la mobilisation de fonds a été mise en place sous la direction du Dr John Nyberg. L'IRCC réélit à l'unanimité M. Thomas Dehling à la présidence et Mme Jennifer Jencks à la vice-présidence pour un nouveau mandat de trois ans.

Les Etats-Unis demandent que le mandat de l'équipe de projet sur la mobilisation des fonds précise en particulier l'identité des membres votants ou non votants, car la référence aux « représentants des membres de l'OHI ou des non-membres (sur invitation et sans droit de vote) » n'est pas claire.

Le président de l'IRCC confirme que l'équipe de projet peut comprendre à la fois des membres de l'OHI avec droit de vote et des non-membres sans droit de vote. Les termes de référence seront finalisés, mais le principal défi consistera à trouver des personnes possédant les compétences et l'expérience requises pour effectuer le travail.

Les Etats membres soulignent l'importance de l'adoption du mandat qui doit être inclus dans une lettre circulaire et demandent s'il doit être approuvé par le Conseil ou par l'IRCC, ce à quoi **la Présidente du Conseil** rappelle que l'A-3 a chargé l'IRCC d'élaborer le mandat.

Un Etat membre note que le budget a été une question majeure ces dernières années et que les tentatives pour accroître le financement ont été bloquées par de nombreux pays. Etant donné que le Fonds pour renforcement des capacités est trop faible, la mise en place de l'équipe de projet est une bonne chose. Il est de la responsabilité du Conseil de faire en sorte que l'équipe de projet soit un succès.

Le Secrétaire général souligne que, pour obtenir des fonds de sources externes, les projets doivent être décrits avec précision. Afin d'étendre les objectifs, il est nécessaire de disposer d'un financement plus important : Les Etats membres pourraient souhaiter examiner s'ils sont prêts à mobiliser des ressources en interne.

Le Canada note l'amélioration du projet « Promouvoir le rôle des femmes dans le domaine de l'hydrographie » au cours des dernières années et, en particulier, la participation accrue des femmes à l'A-3. Certains Etats membres ont apporté des contributions financières et en nature pour soutenir le projet de manière continue.

Le Secrétaire général rappelle que l'initiative sur la parité entre les sexes en hydrographie, issue d'une proposition du Canada, est expérimentale dans la mesure où elle sort du cadre technique et consultatif habituel de l'Organisation. Toutefois, cette initiative a été un succès et est arrivée à point nommé, car elle a permis d'attirer l'attention de l'OHI et de la communauté associée sur un sujet qui avait été sous-estimé par le passé. A la lumière des documents qui régissent l'OHI et en s'interrogeant sur l'opportunité de créer un nouvel item du programme de travail, il explique que la Convention relative à l'OHI offre le champ d'activités le plus large, tandis qu'un second mécanisme, celui des résolutions, apporte plus de détails sur les sujets et sur la manière dont ils doivent être abordés. Sur la base de la Convention et des résolutions, un plan stratégique a défini les objectifs à atteindre dans un délai de six ans, sur la base duquel un programme de travail triennal a été élaboré et approuvé par l'Assemblée. Le budget, également approuvé par l'Assemblée, est lié au programme de travail triennal et définit les ressources qui peuvent être consacrées au programme de travail. Il n'est pas certain que le Conseil soit en mesure de créer un item supplémentaire dans le cadre de l'actuel programme de travail triennal. Toutefois, étant donné que l'OHI souhaite se pencher sur l'item de la

parité entre les sexes, il pourrait être inclus dans le thème général de la diversité et de l'inclusion - y compris l'item de la parité entre les sexes. Une résolution constituerait une base solide dans le cadre réglementaire de l'OHI et il a suggéré que la volonté collective des Etats membres de l'OHI soit exprimée dans une résolution sur la diversité et l'inclusion, fournissant des orientations sur ce que l'Organisation pourrait aborder et réaliser. Le Secrétariat de l'OHI pourrait rédiger une résolution qui serait examinée lors du C-8 et approuvée ensuite lors de l'A-4 ; dans l'intervalle, les travaux sur la parité entre les sexes pourraient se poursuivre sous la forme d'un projet soutenu par des contributions en nature de la part des Etats membres.

La Suède et la Norvège soutiennent l'orientation définie par le Secrétaire général.

Un **Etat membre**, tout en soutenant la proposition du Secrétaire général, souhaiterait plus de clarté sur le sens du mot « programme ».

Répondant à une question **de la présidente** sur le fait de savoir si d'autres actions sont demandées, la Norvège fait référence à la C-55 et demande si d'autres autorisations des Etats membres sont nécessaires pour que les informations CATZOC puissent être collectées. La Norvège souhaite par ailleurs faire état de l'atelier à venir en novembre entre l'OHI et l'OCDE, axé sur la cartographie des fonds marins, qui alimentera la conférence de la Décennie des océans de 2024 à Barcelone et la conférence des Nations unies sur les océans de 2025 à Nice, ce qui donnera l'occasion de positionner l'OHI et la cartographie des fonds marins au sein d'une plus large communauté.

Décision C7/20 : Le Conseil prend note du rapport et félicite l'IRCC, les CHR et les sous-comités de l'IRCC pour leurs accomplissements depuis le C-6.

Décision C7/21 : Le Conseil prend note du plan d'action de l'IRCC (et des entités subordonnées) visant à donner suite aux décisions de l'A-3 et invite l'IRCC à rendre compte chaque année des progrès accomplis. (Echéance : C-8 (-3 mois))

Décision et Action C7/22 : Pour donner suite à la décision A3/20b, **le Conseil** prend note des résultats d'une équipe de cadrage et avalise les recommandations de l'IRCC visant à mettre en place une équipe de projet sur *la mobilisation de fonds pour les initiatives de projet de l'OHI*, dans le cadre de l'IRCC. **Le Secrétariat de l'OHI** publiera une LC sur l'établissement de l'EP sur la mobilisation de fonds de l'OHI (FG PT), dès que les projets de mandat et de règles de procédure auront été finalisés par correspondance au sein de **l'IRCC**. (Echéance : décembre 2023)

Décision C7/23 : Conformément à la décision A3/8c, **le Conseil** prend note du fait que **l'IRCC** a chargé **le MSDIWG** de ne pas investir dans un autre portail, mais de se concentrer sur les couches thématiques mondiales au moyen de l'infrastructure SIG existante de l'OHI (comme celles qui sont déjà disponibles sur l'INToGIS).

Décision et Action C7/24 : En ce qui concerne la proposition d'un nouveau *programme* pour la parité entre les sexes dans le domaine de l'hydrographie (dans le prolongement du fructueux *projet* Promouvoir le rôle des femmes dans le domaine de l'hydrographie), **le Conseil** convient de la marche à suivre en trois étapes suggérées par le **Secrétaire général**.

En conséquence :

- a. **Le Conseil** charge **l'IRCC** de définir tout d'abord, par l'intermédiaire du **CBSC**, un cadre réglementaire (M-3) pour la poursuite des activités sur ce thème social, par le biais d'une proposition de résolution de l'OHI ;
- b. **Le Conseil** convient de poursuivre le projet EWH dirigé par le CBSC en s'appuyant sur les fonds restants et sur les futures aides financières et/ou en nature annoncées par le **CA**, la **NO**, le **DK** et les **US**, mais qui doivent encore être confirmées.

Le Conseil, soutenu par l'IRCC, élabore une proposition sur le cadre futur d'un programme social de l'OHI (y compris la parité entre les sexes dans le domaine de l'hydrographie) à soumettre à l'A-4.

Décision C7/25 : Le Conseil accueille favorablement la proposition de l'**IRCC**, soutenue par le **Secrétariat de l'OHI**, d'organiser deux ateliers comme suit :

- un sur les questions relatives aux normes de compétence (**IBSC**), afin de fournir des éclaircissements aux institutions sur la préparation des soumissions au comité ;
- un sur la bathymétrie participative (**CSBWG**), sur les avantages de la bathymétrie participative et sur la manière d'accroître la contribution en données.

4.3 Mise à jour sur le concept hybride (transition des ENC S-57 aux ENC S-101).

4.4 A. Proposition de version v3.0 de la Feuille de route pour la Décennie pour la mise en œuvre de la S-100.

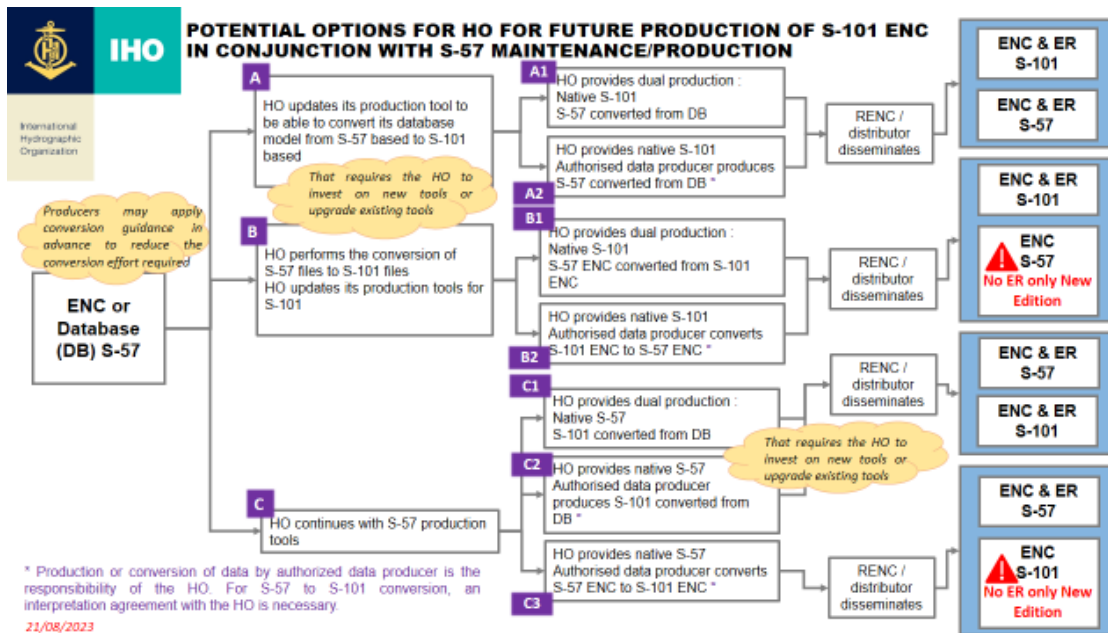
B. Commentaire (France) sur l'Annexe 2 (fig. 4) de la Feuille de route (cf. doc. C7-04.4A) : Proposition mise à jour sur les options pour la production future des ENC S-101 conjointement avec les ENC S-57 pendant la période hybride.

*Docs: C7-04.4A – Texte principal, version modifiée en rouge
C7-04.1A – Rapport du HSSC, Annexe A
C7-04.4B Rev2*

Le président du HSSC présente les suggestions du Secrétaire général, appuyées par le HSSC, concernant les modifications à apporter à la version 3.0 proposée de la feuille de route S-100 (version actuelle 2.1), et note que le calendrier de mise en œuvre a été mis à jour en coordination avec l'IEC depuis le HSSC15. La feuille de route comprend une nouvelle annexe 4 sur le concept hybride. Le délai de finalisation des éditions opérationnelles des S-124 (Avertissements de navigation) et S-128 (Catalogue des produits nautiques) avait été avancé à novembre 2024 au vu de la décision de l'OMI relative au plan de transition des ECDIS S-100. Bonne note est également prise de l'importance critique de terminer la S-98 (Interopérabilité des produits de données dans les systèmes de navigation S-100) et les autres composants énumérés dans la section « Cadre critique » pour la phase 1.

Dans l'annexe 2, le HSSC propose que les deux groupes de normes prioritaires pour la mise en œuvre soient renommés phase 1 (suivi des routes) et phase 2 (planification des routes), afin de permettre le futur ajout possible de nouvelles phases. Il est proposé que les S-411 (Informations sur la glace) et S-412 (Avertissements météo et vagues) soient ajoutées à la phase 2.

La France présente une proposition actualisée, qui développe le diagramme original de production des ENC élaboré par le HSSC, sur les options dont disposent les Services hydrographiques pour la production des ENC S-101 et des ENC S-57 pendant la période hybride, compte tenu des évolutions récentes des capacités des logiciels de cartographie et des implications pour la production de la mise à jour des ENC (ER).



Source : Doc. C7-04.4B

Répondant aux questions soulevées par les participants, **la France** précise que la mise en œuvre de la S-101 ne doit pas être envisagée de manière isolée. D'autres produits inclus dans le cadre plus large de la S-100, principalement les S-102, S-104, S-111 et S-124, devront également être examinés en temps voulu. Jusqu'à présent, peu de réactions ont été obtenues de la part des utilisateurs potentiels des produits basés sur la S-100, mais la France, suivant l'exemple du Canada et de la République de Corée, a mis en place des comités nationaux avec les autorités chargées des affaires maritimes afin d'attirer l'attention de la communauté des navigateurs sur le sujet. Pour l'instant, il n'est pas prévu de remanier les ENC S-101 dans le cadre du processus présenté. **IC-ENC** indique que ses revendeurs à valeur ajoutée (VAR) expriment une préférence pour le maintien de schémas identiques pour les S-57 et S-101 afin de faciliter la gestion du catalogue et d'améliorer le service à la clientèle, mais il est admis que cela ne signifie pas que les schémas des ENC S-57 actuels doivent être conservés, car ils peuvent être remaniés conformément aux exigences de schématisation S-101.

Décision C7/26 : Le Conseil approuve les amendements proposés à la Feuille de route de mise en œuvre de la S-100 et présentés par **le Président du HSSC**, afin de publier la version 3.0 en octobre 2023. Cette nouvelle version inclut les amendements soumis (documents C7-04.4A & 4.4B) :

- par le Secrétaire général au texte principal, en tenant compte notamment de la décision MSC106 de l'OMI sur le plan de transition vers l'ECDIS S-100 ;
- par le Président du HSSC à l'Annexe 2, et par la France pour la figure 4 de l'Annexe 2.

Décision C7/27 : Le Secrétariat de l'OHI doit mettre à disposition la version 3.0 finalisée de la Feuille de route. (Echéance : 30 novembre 2023)

Décision C7/28 (anciennement C6/37, ..., C3/13) : **Les présidents du Conseil/HSSC/IRCC et le Secrétaire général**, soutenus par des experts en la matière et les Etats membres, le cas échéant, assurent la tenue à jour de la Feuille de route pour la mise en œuvre de la S-100 sous la forme d'un document à version incrémentale contrôlée (y compris le texte et le calendrier) sur une base annuelle.

4.5 Mise à jour sur le laboratoire conjoint OHI-Singapour pour l'innovation et la technologie - Propositions du Conseil au comité directeur.

Doc: C7-04.5A

Le directeur de l'OHI, M. Nyberg, présente une mise à jour des activités du laboratoire conjoint OHI-Singapour pour l'innovation et la technologie. Le projet d'élaboration d'un document d'orientation sur la conversion de la S-57 vers la S-101 est en bonne voie. Un atelier connexe, qui a attiré 31 participants inscrits au lieu des 20 initialement prévus, se tiendra à Singapour en novembre 2023.

Le projet S-131 de base de données sur les infrastructures maritimes portuaires, destiné à améliorer l'échange d'informations entre les autorités portuaires et les Services hydrographiques, progresse bien ; la première réunion en personne de l'équipe de projet aura lieu à Singapour, également en novembre 2023.

Dans le cadre du projet révisé sur la création et l'expérimentation d'un ECDIS capable d'afficher les produits S-102 Surface bathymétrique (phase 1 du projet) et S-104 Niveau d'eau (phase 2 du projet) sur les ENC S-101, une étude de l'affichage de la S-102 a été menée à Singapour en collaboration avec l'Institut coréen de recherche sur les navires et l'ingénierie des océans (KRISO). Les travaux sur la S-104 commenceront prochainement.

La validation de la première collaboration entre l'OHI et l'Association internationale de signalisation maritime (AISM) pour démontrer l'interopérabilité des S-101, S-124 et S-125 en mer en utilisant la mise à jour sans fil via des liaisons de télécommunication 4G/5G a été achevée avec un essai en mer en avril 2023, mené en collaboration avec KRISO.

L'organe directeur du laboratoire commun OHI-Singapour a souhaité évaluer les possibilités de collaboration avec l'industrie et d'autres partenaires. Un futur projet potentiel concernait l'interface terre/mer (par exemple les ondes de tempête, l'élévation du niveau de la mer), éventuellement en collaboration avec le Centre d'excellence géodésique mondial des Nations unies récemment créé à Bonn, en Allemagne.

Décision C7/29 : Le Conseil prend note de la mise à jour sur le laboratoire conjoint OHI-Singapour pour l'innovation et la technologie et prend acte des progrès accomplis dans le cadre des projets suivants :

- S-131 Base de données sur les infrastructures portuaires maritimes (MHID)
- Elaboration d'un document d'orientation sur la conversion de la S-57 vers la S-101
- Création et mise à l'essai d'un ECDIS capable d'afficher la S-102 (Phase 1) et la S-104 (Phase 2) sur les ENC S-101

et l'achèvement du projet de démonstration de faisabilité : Collaboration OHI-AISM pour démontrer l'interopérabilité des S-101, S-124 et S-125 en mer en utilisant la mise à jour sans fil via les liaisons de télécommunications 4G/5G.

Décision C7/30 (anciennement C6/43) : Le Conseil avalise la recommandation du comité directeur du laboratoire encourageant davantage de parties prenantes à identifier des projets de collaboration, notamment avec d'autres organisations et partenaires industriels.

5. PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET ANNUELS DE L'OHI

Examen de la situation financière actuelle de l'OHI

Doc: C7-05.1A

Le Secrétaire général, présentant un résumé de la situation financière actuelle de l'Organisation, déclare que seuls 70 % des contributions des Etats membres ont été reçus en 2023, un chiffre inférieur à la moyenne des contributions au cours des cinq années précédentes. Il invite tous les Etats membres qui ont des arriérés à s'acquitter de leurs contributions : deux Etats membres n'ont pas payé leurs contributions depuis 2021 ; 15 sont en retard pour 2022 ; et 40 autres Etats membres doivent encore s'acquitter de leurs contributions pour l'année en cours. Le budget de fonctionnement repose sur les contributions. Heureusement, quelques Etats membres ont effectué des paiements anticipés pour 2024, s'élevant à environ 9% du budget pour cette année. Entre 2008 et 2023, le budget a augmenté avec l'arrivée de nouveaux Etats membres ; ces dernières années, cependant, il a atteint une certaine saturation, avec quelques oscillations dues à une baisse du tonnage de la flotte mondiale qui sert de base au calcul des contributions. Les frais de personnel ont augmenté à la fois en raison de l'inflation et des frais médicaux qui ont été expliqués en détail à la section A-3. Le statut du renforcement des capacités, de la GEBCO et d'autres fonds, qui sont principalement financés de l'extérieur et distincts du budget de l'OHI, est présenté dans le rapport. L'Assemblée s'est tenue au Grimaldi Forum avec un surcoût considérable car l'Auditorium Rainier III, habituellement mis gratuitement à la disposition de l'OHI, abritait le Centre monégasque COVID et n'était donc pas disponible.

Décision C7/31 : Le Conseil prend note des informations fournies sur l'état financier en cours au mois de septembre 2023.

5.1. Proposition de programme de travail pour 2024

Doc : C7-05.2A

Le Secrétaire général indique que le programme de travail proposé pour 2024 est basé sur la première année du programme de travail triennal (2024-2026) approuvé par l'A-3, la plus haute priorité étant accordée au but 1 du Plan stratégique : « Faire évoluer le soutien de l'hydrographie pour la sécurité et l'efficacité de la navigation maritime qui connaît une profonde transformation ». Une explication plus détaillée de la transformation profonde a été fournie : « la transformation continue de la navigation, telle que la navigation électronique, la navigation autonome, la réduction des émissions, conduit à une profonde évolution des Services hydrographiques, dans un contexte de forte demande en données numériques ».

La proposition couvrait les trois éléments du programme de travail et cumulait toutes les tâches en tant qu'instrument de contrôle des opérations du Secrétariat de l'OHI : Affaires générales (WP1) ; Services et normes hydrographiques (WP2) ; et Coordination et soutien interrégionaux (WP3). Il prend en compte toutes les activités qui ont eu lieu dans le cadre des items respectifs du programme de travail depuis l'A3. Certaines adaptations ont été apportées à l'affectation interne du personnel aux tâches 2.7.1-2.7.3 (ABLOS) et 3.7.1-3.7.4 (MSDI), afin de répartir plus efficacement les compétences techniques et l'expérience pertinentes.

Le président du HSSC précise que la permutation des rôles des deux Directeurs de l'OHI entre ABLOS et le MSDI ne signifie pas que le MSDIWG relèvera du HSSC ; la structure restera la même.

Le Secrétaire général indique que le thème proposé pour la Journée mondiale de l'hydrographie 2024 est le suivant : « Les informations hydrographiques – A l'appui de la sécurité et l'efficacité des activités maritimes ». Il estime que ce thème met en évidence la priorité accordée au but 1 du Plan stratégique.

Décision C7/32 : Le Conseil approuve le Programme de travail de l'OHI pour 2024, tel que présenté par le **Secrétaire général**, prend note des dispositions internes du Secrétariat de l'OHI pour un changement de directeur principal et de gestionnaire principal pour ABLOS et le MSDIWG.

Décision et Action C7/33 : Le Conseil prend note du thème proposé par le **Secrétaire général** pour la Journée mondiale de l'hydrographie de 2024 :
« *Les informations hydrographiques – A l'appui de la sécurité et de l'efficacité des activités maritimes* »

Le Secrétariat de l'OHI diffusera le thème pour 2024 aux **EM de l'OHI** par la LC de l'OHI.

5.3 Proposition de budget de l'OHI pour 2024

Document : C7-05.3

Le **Secrétaire général** explique que le budget proposé pour 2024 est basé sur la première année du budget triennal 2024-2026 et sur les estimations approuvées par le C-6 en 2022, avec des variations résultant de changements dans le tonnage national déclaré et de l'augmentation de la valeur de la part de contribution de 3 %, qui avait été approuvée à l'A-3. L'augmentation totale de 4,3 % couvre l'augmentation des coûts opérationnels due à l'inflation. L'excédent attendu d'environ 0,35 % du budget réel à la fin de l'année garantira la couverture des coûts, mais empêchera d'autres investissements importants dans des fonds spécifiques tels que le Fonds pour les projets spéciaux et le Fonds pour le renforcement des capacités. Il ne faut pas oublier que le budget de l'OHI est conçu avant tout pour couvrir les coûts de fonctionnement du Secrétariat de l'OHI. Tous les efforts ont été faits pour économiser les coûts et pour soutenir les fonds dans la mesure du possible.

La majeure partie des coûts opérationnels est absorbée par les frais de personnel, y compris les salaires, les régimes de pension et les frais médicaux. La plus grande partie des frais de fonctionnement est consacrée aux voyages, avec des montants plus faibles alloués à l'entretien des bureaux, à l'informatique, à l'assistance contractuelle et aux relations publiques. Les frais de personnel augmentent par rapport à l'année précédente, mais les frais de voyage n'augmentent pas. Les voyages représentent 6,5 % du budget total et tous les efforts sont faits pour réduire les dépenses en établissant des combinaisons intelligentes permettant à un représentant du Secrétariat d'assister à plusieurs réunions consécutives dans une région donnée. Les changements nécessaires au niveau des logiciels et du matériel ont entraîné une augmentation des dépenses informatiques et un montant supplémentaire a été alloué aux relations publiques. Des subventions supplémentaires ont été accordées au Fonds de l'IBSC (10 000 €), pour soutenir le passage à une nouvelle qualification, et au Fonds pour les projets spéciaux (5 000 €).

En résumé, le budget réel proposé pour 2024, après ajustements, est conforme au budget approuvé à l'A-3. Le budget est avalisé par la Commission des finances.

Décision C7/34 : En application des Décisions A3/26 à /28, le Conseil approuve le projet de budget pour 2024 fourni par le **Secrétaire général**, y compris les adaptations proposées.

6 EXAMEN DU PLAN STRATEGIQUE DE L'OHI

6.1 Etat des indicateurs de performance stratégique

Document : C7-06.1A – Evaluation par le Secrétariat de la mise en œuvre du Plan stratégique 2021-2026 (Programmes de travail 1, 2 et 3)

Le **Secrétaire général** présente son évaluation du Plan stratégique 2021-2026, en utilisant les indicateurs de performance stratégique (SPI) approuvés pour les activités du Secrétariat de l'OHI dans le cadre du Programme de travail 1 (Affaires générales), pour les trois premiers trimestres de

2023, en mettant l'accent sur les Buts 2 et 3.

La 3^{ème} Assemblée de l'OHI a décidé de ne pas investir davantage dans le portail de données MSDI (But 2, cible 2.1). Le SPI 2.1.1 associé serait interprété comme le nombre de téléchargements de données et d'informations représentées dans les couches thématiques mondiales.

Les statistiques de trafic du site web de l'OHI montrent un total de plus de 700 000 pages vues entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} octobre 2023. Les pages les plus consultées sont les avertissements de navigation, les normes et spécifications et les lettres circulaires.

La plateforme de médias sociaux la plus populaire est LinkedIn, avec une augmentation de 44 % du nombre d'abonnés par rapport à l'année précédente, pour atteindre 8 448. Les pages de l'OHI sur X [anciennement Twitter] et Facebook comptent chacune plus de 1 000 abonnés. Les activités liées aux médias sociaux continueront à se concentrer sur ces trois plateformes. La norme S-44 sur les levés hydrographiques a reçu 1119 visites entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} octobre. Les activités de promotion et de collaboration ont été au nombre de 15 pour les activités de promotion mondiales ; 3 pour celles régionales ; 25 pour celles spécifiques aux parties prenantes ; et 2 consultations.

Le Secrétaire général donne de brefs détails sur les SPI alloués au HSSC et à l'IRCC jusqu'au 31 décembre 2022, tel que soumis à la 3^{ème} Assemblée de l'OHI.

Décision C7/35 : Le Conseil prend note du tableau de bord (objectif 2026, valeur des SPI du WP2 et du WP3 au 31 décembre 2022) alloué au Secrétariat, au HSSC et à l'IRCC (rapport annuel 2022 de l'OHI, annexe B (pages 153 à 167)) et de sa mise à jour pour le WP1 au 1^{er} octobre 2023.

6.2 Discussion initiale et marche à suivre (d'ici le C-9) pour la préparation d'un Plan stratégique révisé en vue de l'A-4 en 2026 (Décision A3/08 (e))

La **Présidente** rappelle que, dans la Décision A3/08(e), l'Assemblée a chargé le Conseil d'élaborer un Plan stratégique révisé pour 2027-2032 et d'en soumettre le résultat à l'A-4, aux fins d'adoption, en 2026. Le Conseil est habilité à créer un groupe de travail à cette fin spécifique. La Présidente sollicite des commentaires sur l'approche évolutive ou révolutionnaire de la révision du Plan stratégique, sur les parties du Plan qui pourraient être modifiées ou améliorées, et sur la manière dont le travail doit être accompli et présenté au C-9 avant l'adoption du Plan à l'A-4. Lors des discussions préliminaires, certains Etats membres soulignent la nécessité d'être clair sur la proposition de valeur et l'utilité de la S-100, en examinant les données et les services fournis par l'OHI pour la navigation et d'autres usages. La question se pose de savoir si le Plan stratégique doit être utilisé pour définir les compétences dont nous avons besoin pour fournir la S-100. Lors de la discussion sur la poursuite de la numérisation du fonctionnement du Secrétariat de l'OHI (point 7.2), il est précisé que l'infrastructure informatique nécessaire à l'OHI dépend de son orientation stratégique. En tout état de cause, elle doit être viable à long terme.

Le **Secrétaire général** indique que le nouveau Plan stratégique doit être préparé dans un délai de deux ans pour être soumis au C-9 en 2025 avant d'être adopté par l'A-4 en 2026.

Plusieurs **Etats membres** estiment que le prochain Plan stratégique doit assurer la continuité et ne pas aborder de nouveaux sujets, en particulier à un moment où d'importantes modifications de la S-100 sont encore en cours. Le Plan pourrait se concentrer sur la communication stratégique aux utilisateurs potentiels des produits et services S-100, afin de montrer qu'elle améliore les informations fournies aux navigateurs et aux autres clients. Il est noté que le Plan stratégique précédent a été élaboré il y a environ six ans et qu'une approche évolutive permettra de mettre à jour, en particulier, les Buts 2 et 3. Cela s'explique notamment par l'émergence de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable et le renforcement de l'interrelation entre les Buts. Le Plan pourrait s'attacher davantage à toucher l'ensemble de la communauté maritime, en mettant l'accent sur l'OHI en tant que solide organisation

de normalisation maritime. Les cibles pourraient être précisées et un retour d'information pourrait être obtenu sur l'expérience acquise dans la mise en œuvre du Plan stratégique à ce jour. Il conviendrait d'envisager un solide renforcement des capacités afin de combler les lacunes qui ne manqueront pas d'être créées dans la nouvelle ère de mise en œuvre de la S-100.

Le **Président de l'IRCC** déclare qu'il serait utile d'examiner les changements intervenus dans le monde extérieur afin de reformuler et d'améliorer la manière dont les Buts doivent être atteints.

Le **Président du HSSC** déclare qu'il est proposé d'organiser des réunions virtuelles avec les présidents des groupes de travail pour faire un brainstorming, un rapport sur les résultats étant présenté d'abord au HSSC, puis au Conseil.

Le **Secrétaire général** déclare que, comme l'ont décrit les Présidents du HSSC et de l'IRCC, la révision du Plan stratégique se fera selon une approche ascendante, avec des contributions de l'IRCC et du HSSC et l'intégration des points de vue des parties potentiellement concernées, y compris les Commissions hydrographiques régionales.

L'**adjoint aux Directeurs, M. Guillam**, indique que le renforcement des capacités est lié à l'élaboration de la Feuille de route de mise en œuvre de la S-100 et qu'il est reconnu que tous les Etats membres de l'OHI n'auront pas à produire tous les produits et services de données de la S-100 pour leurs eaux. Il invite les membres du Conseil à lire la dernière lettre circulaire du WENDWG⁴, qui stipule que : « *L'un des sujets les plus importants de la prochaine réunion, WENDWG14, sera la discussion du niveau de préparation de la production S 1xx, dans une approche basée sur les capacités, au niveau régional* ». Il est nécessaire de créer un environnement au niveau régional pour que les Etats membres partagent leurs capacités et leurs données, comme cela a été fait depuis les origines de l'OHI.

Le **Directeur de l'OHI, M. Sinapi**, note le large consensus sur l'approche évolutive de l'élaboration du Plan stratégique et approuve la participation des deux principaux comités, étant donné que l'IRCC et le HSSC auraient tous deux des contributions importantes, notamment sur les résultats actuels de la mise en œuvre de la S-100.

La **Présidente** note que l'idée d'une révision évolutive du Plan stratégique est soutenue et que certaines suggestions ont été faites quant aux changements à envisager. Dans un premier temps, elle propose la formation d'un groupe de correspondance afin de déterminer la manière dont la révision devrait être abordée. Le groupe de correspondance pourrait ensuite faire rapport au C-8 sur sa proposition concernant le mandat d'un groupe de travail sur la révision du Plan stratégique qui soumettrait un projet de Plan stratégique révisé au C-9. Les présidents des deux principaux comités pourraient être invités à contribuer au contenu du groupe de travail sur la révision du Plan stratégique. Elle demande des volontaires pour le groupe de correspondance.

Décision C7/36 : Le **Conseil** reconnaît que la structure actuelle du Plan stratégique (PS) 2021-2026 est toujours pertinente au niveau conceptuel (vision, buts, etc.) et convient que l'objectif du prochain PS 2027-2032 devrait se limiter à une *révision* du Plan stratégique actuel.

Décision C7/37 : Le **Conseil** charge le **HSSC** et l'**IRCC** de fournir leurs contributions sur l'axe d'évolution possible du PS existant en préparation de la phase de *révision* (2024-2025) du PS actuel. (Echéance : C-8 (-3 mois)).

Décision C7/38 : Le **Conseil** accueille favorablement l'offre du **Vice-président du Conseil** de diriger un groupe de correspondance composé du **BR**, de la **DE**, du **DK**, de la **FR**, de la **GB**, de la

⁴ WENDWG CL 01/2023 <https://iho.int/en/wendwg-letters>

HR, du **JP**, de la **NO**, de la **NZ**, de la **SE** et des **US** sur les moyens⁵ de préparer le prochain Plan stratégique de l'OHI pour 2027-2032 (Echéance : C-8 (-3 mois)).

7. AUTRES ITEMS PROPOSES PAR UN ETAT MEMBRE OU PAR LE SECRETAIRE GENERAL

7.1 A. Participation accrue aux activités des organes de l'OHI – Proposition (du Secrétaire général) pour l'examen de la situation et des activités à suivre (cf. Décision A3/21).

B. Proposition (AU, GB, NZ) : Rendre les événements de l'OHI plus inclusifs.

Document : C7-07.1A

Le **Secrétaire général** rappelle que, dans la Décision A3/21, l'Assemblée a chargé l'OHI de prévoir « dès que possible » des mécanismes permettant d'assurer une plus grande participation de tous les Etats membres aux réunions de l'OHI. En réponse, le Secrétariat de l'OHI a soumis une proposition pour discussion dans le document C7-07.1A. En ce qui concerne la situation réglementaire, certains documents de base de l'OHI pourraient faire l'objet de modifications afin de refléter les nouvelles procédures de travail, y compris l'hybridation et la virtualisation des réunions. En particulier, la référence aux « présents et votant » était à l'origine destinée à indiquer une présence physique. L'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni ont présenté une proposition conjointe sur la manière de rendre les réunions plus inclusives (C7-07.1B), qui diffère de la proposition du Secrétariat de l'OHI, par exemple dans sa recommandation selon laquelle les Etats membres pourraient « voter par correspondance lors de des élections du Secrétaire général et des Directeurs ».

La **Nouvelle-Zélande** et **Fidji** rappellent que la demande d'assurer une plus grande inclusion et participation des Etats membres a été faite à l'A-3 suite aux préoccupations soulevées lors d'une réunion de la Commission hydrographique du Pacifique sud-ouest (CHPSO) en février 2023. Certains Etats membres n'ont pas les ressources nécessaires pour assister aux réunions en personne, tandis que d'autres soulignent le temps et la distance à parcourir et l'empreinte carbone qui en découle. Les Buts 2 et 3 du plan stratégique pourraient être mieux atteints grâce à une participation élargie et il y aurait un retour sur investissement clair en permettant la participation en ligne. La CHPSO a enregistré des réunions, y compris une réunion avec la Banque mondiale, qui sont mises à la disposition de tous en ligne. La valeur durable des réunions enregistrées fait partie de la proposition de valeur. Un certain nombre d'organisations intergouvernementales envisagent de tenir des réunions en ligne, y compris la diffusion en direct et la participation en ligne. Les Etats côtiers insulaires du Pacifique (PICS) dépendent de l'économie bleue, le tourisme, la pêche, le commerce maritime, le transport et la sécurité représentant environ deux tiers des échanges commerciaux. L'hydrographie est donc un élément clé de l'économie et il est important pour les PICS de participer aux événements de l'OHI, que ce soit en personne ou en ligne.

La proposition contenue dans le document C7-07.1B demande que les événements de l'OHI soient inclusifs à tous les niveaux de travail et reflétés dans les mandats et les pratiques de travail des organes subordonnés. Un groupe de rédaction ad hoc pourrait préparer une résolution de l'OHI sur les lignes directrices visant à rendre les événements de l'OHI plus inclusifs, y compris un plan de mise en œuvre, des mesures de rentabilité et des investissements à réaliser. Il y aurait une évaluation de l'impact sur les documents de base existants de l'OHI.

Les **Etats membres** conviennent que les réunions en ligne devraient être acceptées et que des dispositions devraient être prises pour que les décisions soient valablement adoptées en ligne. Un

⁵ La proposition sur la portée et le mandat d'un éventuel groupe de travail sur la révision du Plan stratégique doit être soumise au C-8 pour approbation et mise en œuvre.

Etat membre estime que les réunions de l'Assemblée ne devraient se tenir qu'en personne. Les différences de fuseaux horaires pourraient également rendre la participation en ligne plus difficile.

Un Etat membre se demande si les exigences technologiques et pratiques des réunions hybrides, notamment en ligne, ne risquaient pas de dissuader certains Etats membres d'organiser des réunions.

Le **Secrétaire général** reconnaît que les réunions en ligne ont été un outil précieux dans les circonstances exceptionnelles de la pandémie. Le Secrétariat de l'OHI est souvent obligé de faire pression pour recevoir des réponses aux lettres circulaires, qui sont également un moyen de participation avant les réunions. Il appelle les Etats membres à utiliser les moyens de communication existants. À l'heure actuelle, il ne serait pas souhaitable de rendre l'inclusivité obligatoire, mais l'aspiration à l'inclusivité pourrait être exprimée. L'OHI dépend de la volonté des Etats membres d'accueillir des réunions autres que celles du Conseil et de l'Assemblée et il craint que si la solution est trop radicale, le nombre d'Etats membres désireux d'accueillir des réunions ne diminue considérablement. Une approche équilibrée et réaliste est donc nécessaire. Une lettre circulaire pourrait être envoyée avec une enquête demandant aux Etats membres dans quelle mesure ils pourraient s'engager à accueillir des réunions hybrides ou virtuelles.

La **Nouvelle-Zélande** explique que le principe selon lequel les événements de l'OHI devraient être inclusifs est actuellement exprimé comme une aspiration. L'expérience de la CHPSO montre qu'une réunion entièrement hybride a été organisée avec succès, avec des microphones directionnels installés par des techniciens qui étaient restés pour la première matinée, avant de passer le relais à la CHPSO pour le reste de la réunion. Plutôt que de passer directement à des réunions hybrides, la diffusion en continu d'événements en direct pourrait s'avérer une expérience positive. Les pays hôtes devront évaluer ce qui est nécessaire en termes de technologie et les participants devront comprendre ce qui est requis pour leur participation. Les réunions tenues en ligne pendant la pandémie de COVID ont déjà permis d'acquérir de l'expérience et d'accepter la technologie requise et la manière d'apporter les contributions les plus efficaces.

Le **Royaume-Uni** convient que la proposition de décider que les événements de l'OHI doivent être inclusifs à tous les niveaux de travail n'est pas destinée à être prescriptive, mais à permettre aux organisateurs de réunions et aux participants d'envisager le format le plus approprié en fonction de leur situation géographique et de leur groupe. Les réunions hybrides pourraient permettre un large éventail de contributions précieuses, y compris de la part de participants de l'industrie qui ne sont pas en mesure de se déplacer.

Malte soutient pleinement la proposition de permettre des réunions hybrides et ne considère pas que le décalage horaire soit un obstacle à la participation. Les points soulevés par le Secrétaire général concernant les obstacles technologiques et pratiques à la mise en œuvre sont également bien accueillis. Des autorisations spéciales sont nécessaires pour accéder aux documents de l'OMI et il serait important que les administrations veillent à ce que tous les hydrographes aient accès à la documentation de l'OHI. Il serait regrettable que tous les hydrographes ne puissent pas consulter la documentation, comme c'est actuellement le cas à l'OMI. Toutefois, l'OMI fournit également une ressource précieuse en mettant à disposition des enregistrements audio de son Conseil et d'autres réunions après l'événement. Les lettres circulaires ne sont pas toujours claires, mais les enregistrements audio sont parfois plus faciles à comprendre. L'OHI pourrait suivre la même voie en mettant à disposition à la fois les documents de réunion et les enregistrements audio après la session.

Les **Etats membres** notent que l'OMI a réalisé d'importants investissements technologiques pour enregistrer ses réunions. L'exigence d'un effort financier pourrait conduire à la tenue d'un plus grand nombre de réunions au siège de l'OHI. Si un groupe de rédaction ad hoc ou une équipe de projet

devait être mis en place pour examiner la question, il devrait inclure des membres du Secrétariat de l'OHI, car il est important que leur point de vue soit représenté. Lors d'une réunion hybride, il est plus difficile pour les participants de savoir qui est présent. Les réunions en face à face offrent une qualité d'interaction différente. Les Etats membres reconnaissent également que, dans les années à venir, la distance géographique pourrait ne pas être le seul obstacle à la participation en personne, car le changement climatique et l'obligation morale de réduire l'empreinte carbone limiteraient également le nombre de réunions auxquelles les délégués pourraient physiquement assister. Lorsque les pays qui organisent des réunions ne sont pas en mesure de financer l'infrastructure nécessaire aux réunions hybrides, des frais d'inscription pourraient être imposés aux participants en ligne afin de contribuer aux coûts.

Un représentant du Secrétariat de l'OHI note qu'il a été possible d'organiser une Assemblée et une réunion du Conseil dans des circonstances exceptionnelles pendant la pandémie de COVID et que tout a bien fonctionné. Il est possible de tenir des réunions soit entièrement en mode virtuel, soit en personne, soit en format hybride, soit avec certains participants en format passif. La valeur de la participation en personne réside souvent dans les conversations informelles qui peuvent avoir lieu en dehors des réunions enregistrées. Avec les outils actuellement disponibles et en tenant compte des coûts potentiels futurs, y compris la nécessité de tenir compte de l'empreinte carbone, des solutions pragmatiques seraient possibles.

Les **Etats membres** soulignent la nécessité de clarifier la question de la participation, en particulier lorsque des décisions concernant la politique ou les finances de l'Organisation sont prises.

La **Présidente**, résumant la discussion, déclare qu'il y a un soutien substantiel pour une politique d'inclusion, bien qu'il y ait un manque de clarté sur ce que l'on entend par ce terme, en gardant à l'esprit la nécessité d'équilibrer la valeur des discussions informelles qui peuvent être tenues en personne avec d'éventuelles restrictions de voyage à l'avenir en raison du changement climatique. Le Conseil pourrait décider que les événements doivent être « inclusifs » ou « plus inclusifs ». Il est proposé de créer un groupe de rédaction ad hoc chargé d'examiner les implications financières et l'impact sur les méthodes de travail, et le Secrétaire général fait référence à une lettre circulaire visant à recueillir les avis des Etats membres et des hôtes potentiels des futures réunions. L'Assemblée a souligné la nécessité d'agir rapidement et il est possible que des avis soient sollicités par lettre circulaire avant le C-8. Elle a noté la volonté de certains Etats membres de rejoindre le groupe de rédaction ad hoc. Il est clair que l'Assemblée continuera à se tenir à Monaco.

La **Présidente** déclare que le groupe de rédaction ad hoc examinera les délais possibles pour la réception des commentaires des Etats membres et pour la production d'un plan de mise en œuvre, des coûts et de l'évaluation de l'impact sur les documents de base existants de l'OHI.

Le **Président du HSSC** fait remarquer qu'il est trop tôt pour demander aux organes subordonnés de réfléchir à leurs mandats et à leurs méthodes de travail ; il serait préférable d'attendre le résultat des délibérations du groupe de rédaction ad hoc.

Le **Secrétaire général** déclare que l'OHI est déjà inclusive et que la question pratique est de savoir comment continuer à offrir des options de participation au-delà de la présence physique. Il soutient le point de vue du Président du HSSC selon lequel aucune pression ne devrait actuellement être exercée sur les organes subordonnés.

Un membre du **Secrétariat de l'OHI** fait remarquer qu'il y a presque une réunion VTC par jour pour les groupes de travail et les organes subordonnés.

La **Présidente** note que le groupe de rédaction ad hoc présentera le résultat de ses discussions au Conseil lors de la dernière séance matinale du C-7.

A la demande de la **Présidente**, ce point est présenté le dernier jour de la réunion par la **Nouvelle-**

Zélande, en sa qualité de **responsable** du **groupe de rédaction ad hoc chargé de rendre les événements de l'OHI plus inclusifs**. Le groupe de rédaction s'est réuni les deux jours précédents et a rencontré le Secrétariat de l'OHI. Le titre de travail proposé pour le projet de résolution est : « *Lignes directrices pour rendre les événements de l'OHI plus inclusifs* », basé sur les recommandations faites par le Secrétaire général et l'analyse préliminaire présentée dans le document de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni (document C7-07.1B), mais qui doit encore être confirmé. Les membres du groupe de rédaction sont : l'**Australie**, le **Chili**, les **Etats-Unis**, les **Fidji**, **Singapour**, la **Nouvelle-Zélande** et le **Royaume-Uni**. L'objectif est de maximiser la participation aux réunions de l'OHI : les équipes de projet, les groupes de travail, les Comités, le Conseil et l'Assemblée sont encouragés, dans la mesure du possible, à envisager la technologie pour accroître la participation, la diversité et l'inclusion afin d'assurer les contributions les plus larges possibles à la mise en œuvre de la stratégie et du plan de travail de l'OHI. La technologie permet à l'OHI de s'engager auprès d'un groupe beaucoup plus large en s'étendant à d'autres participants par le biais de connexions à distance.

Le **groupe de rédaction** a élaboré un projet d'enquête de base qui sera envoyé aux Etats membres, aux Présidents des groupes de travail et des Comités ainsi qu'au Secrétariat de l'OHI, leur demandant d'indiquer leur préférence, leur capacité et leur volonté d'accueillir des réunions sur la base de différents critères. Le calendrier proposé, tel que discuté et convenu avec le Secrétariat de l'OHI, consiste à présenter un projet de résolution de l'OHI au Conseil d'ici la fin du mois de janvier 2024. L'équipe ad hoc lancera ensuite l'enquête de base à la fin du mois de janvier 2024. A la fin du mois de mars 2024, une version consolidée de la résolution de l'OHI sera soumise aux Etats membres par lettre circulaire pour approbation.

L'enquête sur les préférences, la capacité et la volonté d'accueillir a défini les catégories de réunions : VTC entièrement à distance ; hybride (en personne et VTC en mode actif) ; en personne seulement avec diffusion passive en direct ; et en personne seulement (Note : *le premier projet est présenté ci-dessous à titre d'information seulement à ce stade*).

Basic Survey – preference, capacity & willingness to host

Capacity: Yes or No

Freq: 1=case by case, 2=annual, 3=by exception, 4=always

	PT/WG		Committees		Council		Assembly	
	Capacity	Freq	Capacity	Freq	Capacity	Freq	Capacity	Freq
Full remote VTC								
Hybrid – in person & VTC								
In person only + passive live stream								
In person only								



IHO
International
Hydrographic
Organization

4

South West Pacific Hydrographic Commission



Un membre du **Secrétariat de l'OHI**, répondant aux questions, explique que certaines cases du tableau relatives à l'Assemblée, par exemple, devraient être ombrées pour indiquer que l'option n'est pas applicable. Il convient de noter que l'A-2 s'est tenue en mode mixte, par exception, après approbation formelle par LC de la nécessité de déroger à certaines règles de procédure.

Le **Président du groupe de rédaction ad hoc**, répondant aux questions, déclare qu'il est proposé d'élaborer un premier projet de résolution avant d'envoyer l'enquête et de le finaliser une fois que

les réponses à l'enquête auront été reçues. Il convient que les Etats membres pourraient être invités à indiquer la catégorie de réunion qu'ils préféreraient.

Un **Etat membre** demande des éclaircissements sur la signification de « réunion hybride », sur le niveau de participation et sur l'équipement technique nécessaire. Certains Etats membres pourraient ne pas répondre positivement à l'enquête s'ils ne sont pas certains de l'engagement qu'implique chaque catégorie de réunion.

Le **Directeur de l'OHI, M. Sinapi**, demande si une enquête plus approfondie pouvait être envoyée aux commissions hydrographiques régionales afin d'évaluer la capacité des régions et des Etats membres individuels.

Un membre du **Secrétariat de l'OHI** déclare que, dans un souci de simplification, il est proposé de limiter la portée de l'enquête aux Etats membres et organes de l'OHI, y compris les Présidents des groupes de travail. Les Commissions hydrographiques régionales fonctionnent indépendamment de l'OHI et il serait d'autant plus complexe de tenter d'identifier les pays hôtes potentiels dans les régions étant donné que nombre d'entre eux au sein des régions pourraient ne pas être disposés à participer.

Le **Directeur de l'OHI, M. Sinapi**, déclare qu'il préférerait inclure les commissions hydrographiques régionales afin de promouvoir l'inclusivité et de prendre en compte les points de vue et les capacités externes.

Le **Président du groupe de rédaction ad hoc** indique que l'enquête sera envoyée à tous les Etats membres et, étant donné qu'un Etat membre préside chaque commission hydrographique régionale, leurs réponses en tant que Présidents de commissions hydrographiques régionales pourraient être enregistrées pour donner une idée de la volonté d'accueillir dans chaque région.

Les **Etats-Unis**, s'exprimant en tant que membre du **groupe de rédaction ad hoc**, déclarent que le groupe de rédaction espère atteindre à la fois les Etats membres de l'OHI et les Etats côtiers, où la participation régionale a permis d'accueillir avec succès des réunions dans le passé. Afin d'élargir la participation, l'enquête pourrait être envoyée dans un premier temps aux Etats membres de l'OHI, puis à tous les Etats côtiers.

Un **Etat membre** rappelle que certains groupes de travail préfèrent tenir une réunion annuelle en personne et organiser des réunions en ligne le reste de l'année. L'enquête pourrait être utilisée pour comprendre comment et sous quelle forme les réunions des commissions hydrographiques régionales sont organisées. **Un autre Etat membre** souligne l'importance de comprendre les contextes régionaux : il est prévu d'accueillir une réunion de la Commission hydrographique de la Méditerranée et de la mer Noire (CHMMN) en Roumanie en 2024, mais la situation actuelle avec la Fédération de Russie et l'Ukraine en tant que membres, et Israël et l'Autorité palestinienne en tant que membres associés rendrait cette réunion « inclusive » tout à fait problématique.

Le **Chili**, s'exprimant en tant que membre du **groupe de rédaction ad hoc**, déclare que le groupe de rédaction a discuté de l'importance de délimiter le terme « inclusif » afin d'éviter de compliquer excessivement le processus et de se référer plutôt à la « maximisation de la participation ».

Le **Secrétaire général** suggère, comme, que les présidents des commissions hydrographiques régionales soient consultés par l'intermédiaire de l'IRCC.

Le **Président du groupe de rédaction ad hoc** précise que la proposition du Secrétaire général comporterait deux enquêtes, dont l'une serait envoyée directement aux Etats membres de l'OHI. Une deuxième enquête serait envoyée aux présidents des commissions hydrographiques régionales par l'intermédiaire de l'IRCC.

Un **Etat membre** déclare que l'expérience a montré que les questionnaires doivent être formulés avec soin afin d'éliminer la possibilité de réponses involontaires, et que le processus de clarification des questions est donc important. La proposition de publier une enquête sur « la capacité et la volonté d'accueillir des réunions » est formulée en termes généraux et ne couvre pas les circonstances dans lesquelles une réunion pourrait être organisée hors site avec une infrastructure informatique complète et non dans les bureaux d'une administration.

La **Présidente**, résumant la discussion, indique que des délais sont fixés pour l'envoi de l'enquête et la finalisation du projet de résolution. Les questions doivent être affinées afin de déterminer si les hôtes potentiels sont en mesure d'accueillir des réunions dans leurs propres bureaux et avec leurs propres ressources, et d'établir les éventuels coûts supplémentaires liés aux locaux externes et aux fournisseurs d'informatique. Outre la capacité et la volonté d'accueillir des réunions, les préférences pour une catégorie particulière de réunions seront recherchées. Parallèlement à l'enquête qui sera envoyée aux Etats membres de l'OHI et aux Présidents des groupes de travail et des Comités, une enquête distincte sera envoyée aux commissions hydrographiques régionales et aux Etats côtiers par l'intermédiaire de l'IRCC. La résolution de l'OHI sera publiée pour approbation par lettre circulaire en mars 2024.

Le **Royaume-Uni**, s'exprimant en tant que membre du **groupe de rédaction ad hoc**, déclare qu'en plus des enquêtes, des informations pourraient être recueillies à partir du système d'inscription aux réunions en ligne et utilisées comme base de référence pour les années en cours et futures afin d'établir les préférences en matière de format de réunion.

Décision C7/39 : Prenant acte des commentaires formulés en séance et rassemblés dans le Livre rouge, le **Conseil** convient de préparer une résolution de l'OHI sur les *Lignes directrices visant à rendre les événements de l'OHI plus inclusifs* (titre à confirmer) sur la base des recommandations formulées par le **Secrétaire général** (document C7-07.1A, paragraphe 37) et de l'analyse préliminaire de l'**AU**, de la **GB** et de la **NZ**, disponible dans le document C7-07.1B.

Décision et Actions C7/40 : Le **Conseil** avalise le principe de l'examen d'une proposition initiale de résolution de l'OHI intitulée *Lignes directrices visant à rendre les événements de l'OHI plus inclusifs* (titre à confirmer) à préparer par un groupe de rédaction ad hoc (**AU**, **CL**, **FJ**, **GB**, **NZ**⁶, **SG**, **US**...) (Echéance : 31 janvier 2024).

Le **Conseil** charge le **groupe de rédaction ad hoc** (respectivement l'IRCC) de mener une enquête⁷ au nom du Conseil afin d'évaluer la faisabilité, les préférences et la volonté des **EM**, **GT**, **Présidents de Comités**... (respectivement les **CHR**), d'accueillir et de participer aux réunions selon les quatre modalités différentes (en personne, en personne avec diffusion en direct, hybride ou VTC complète). (Echéance : 31 janvier 2024).

Une fois les résultats de l'enquête compilés par le groupe de rédaction ad hoc, le **Secrétariat de l'OHI** affinera le projet de proposition de résolution de l'OHI en liaison avec le groupe de rédaction ad hoc, le cas échéant, et le soumettra aux **Etats membres de l'OHI** pour approbation.

(Echéance 31 mars 2024/échéance 31 mai 2024).

Décision C7/41 : *Laissé en blanc intentionnellement*

7.2 Poursuite de la numérisation des opérations du Secrétariat – Développement et introduction d'un système amélioré d'enregistrement et de partage de l'information

Document : C7-07.2A

Le **Secrétaire général** rappelle que le Secrétariat de l'OHI utilise actuellement un système

⁶ Présidence.

⁷ Des définitions claires des catégories de réunions doivent être fournies dans le cadre de l'enquête.

d'inscription aux réunions développé et maintenu techniquement par la KHOA (République de Corée), qui cessera d'être utilisé à la fin de l'année 2023. Outre le remplacement du système d'inscription aux réunions, l'OHI réexaminera également son site web, qui offre un accès libre aux informations et aux documents, mais avec des limitations en matière de taille et de stockage des fichiers.

Le Secrétariat de l'OHI a l'intention d'introduire un système qui combine l'inscription aux réunions avec une approche centralisée de la gestion des documents internes basée sur des comptes individuels. Contrairement à la solution de l'OMI, à laquelle Malte a fait référence la veille, les comptes individuels sur le site web de l'OHI seraient en principe offerts à toute personne ayant démontré un intérêt pour l'OHI, mais l'accès serait personnalisé en fonction de la position et des besoins du demandeur. Le nouveau portail de l'OHI serait intégré au site web de l'OHI. Les Etats membres de l'OHI et les parties prenantes auraient accès au portail, tandis que les informations sur les normes de l'OHI, les fonctions SIG, les documents de base, y compris les programmes de travail et les bulletins, continueraient d'être librement accessibles dans la partie publique du site web.

Le développement du portail a été confié à un partenaire externe et des ressources seront conservées pour les coûts d'exploitation et de maintenance. Le système sera mis en place par étapes, le module d'inscription aux réunions devant être utilisé à partir de janvier 2024. Le module de gestion centralisée des documents devrait être opérationnel à la fin du deuxième trimestre. Le budget informatique annuel de l'OHI étant légèrement inférieur à 100 000 euros, une planification minutieuse des dépenses relatives au matériel, aux logiciels, aux licences et à la maintenance s'impose. Le Royaume-Uni a fait un commentaire dans le Livre rouge sur lequel il pourrait souhaiter fournir des explications supplémentaires.

Le **Royaume-Uni** soutient les améliorations proposées pour l'infrastructure et la possibilité pour les Etats membres de la tester ; l'objectif du commentaire dans le Livre rouge est de déterminer si la technologie plus large utilisée par l'OHI est viable à long terme. Cette question a des aspects stratégiques et devrait être incluse dans la discussion sur la révision du Plan stratégique.

Le **Secrétaire général** convient que l'action relative au développement du centre d'infrastructure S-100 doit être examinée dans le contexte plus large de l'infrastructure informatique de l'OHI.

Le **Chili** demande que les documents révisés affichés sur le site Internet mettent en évidence les changements afin qu'il soit possible d'identifier facilement les nouveaux aspects de la dernière version.

Tout en soutenant pleinement les changements proposés, la **Norvège** souligne que certains groupes de travail ou organes subordonnés qui dépendent de la contribution de communautés extérieures à l'OHI, tels que le groupe de travail sur la bathymétrie participative (CSBWG) et la GEBCO, auraient besoin d'informations claires concernant le nouveau site web.

Dans le prolongement des commentaires formulés par Malte la veille, le **Royaume-Uni** fait observer que le système de connexion proposé entraînerait moins de transparence que le système actuel, ce qui se traduirait par une perte potentielle d'ergonomie. La logique consistant à placer les documents derrière un système de connexion pourrait-elle être expliquée ?

Le **Secrétaire général** indique qu'il existe un répertoire datant de près de 20 ans et que, historiquement, l'absence de gestion des dossiers et des documents des réunions actuelles et précédentes avait rendu le système peu pratique. L'obligation de s'identifier peut paraître plus contraignante, mais elle facilitera la gestion interne du site. En termes de marketing, le fait de demander aux utilisateurs du site de s'enregistrer avec une adresse électronique permettrait à l'OHI d'identifier les contenus les plus populaires et d'attirer l'attention des utilisateurs sur les contenus susceptibles de les intéresser. En réponse à la demande de mise en évidence des changements

dans les documents, il s'engage à revoir et à améliorer, le cas échéant, la numérotation correcte des documents révisés. Il est parfois nécessaire d'apporter des modifications de dernière minute aux documents.

L'**adjoint aux Directeurs, M. Baek**, explique que la pratique actuelle veut que les utilisateurs individuels envoient des demandes par courrier électronique et des informations concernant leurs coordonnées aux membres du Secrétariat de l'OHI. Avec le nouveau système, les utilisateurs pourront mettre à jour leurs propres coordonnées, ce qui permettra d'offrir un service plus rapide et plus efficace.

La **Présidente** invite les Etats membres à participer à la phase de test du nouveau site web.

Décision et Action C7/42 : Le **Conseil** avalise les ambitions du **Secrétariat de l'OHI** de poursuivre la numérisation des services rendus aux Etats membres de l'OHI et salue l'offre faite aux **EM de l'OHI** qui souhaiteraient participer aux différentes phases de test et d'acceptation du nouveau portail de l'OHI (POC : addt@iho.int). (à partir de décembre 2023).

Le **Conseil** prend note de la participation potentielle à la phase de test du **BR**, du **DK**, de la **FR**, de la **GB**, de l'**ID**, du **JP**, de la **NO**, de la **SE** et des **US**.

7.3 Mise en place d'une nouvelle couche mondiale consacrée aux aires marines protégées (AMP) dans les MSDI – Proposition (Secrétariat de l'OHI) de discussion sur la situation et les activités de suivi

Document : C7-07.3A

Référence utile : NIPWG10-11.1.2A

Le **Secrétaire général** présente une proposition du Secrétariat de l'OHI concernant une nouvelle couche mondiale pour les MSDI consacrée aux AMP. Cette couche permettrait aux systèmes SIG compatibles de suivre les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif consistant à protéger 30% de l'océan dans des AMP d'ici à 2030, conformément à l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (BBNJ), adopté par une conférence intergouvernementale des Nations Unies en juin 2023. Il sert également le But 3 du Plan stratégique de l'OHI en contribuant à la politique des océans.

Lors de sa 10^{ème} réunion en septembre 2023, le groupe de travail sur la fourniture des informations nautiques (NIPWG) a indiqué que les travaux de mise en œuvre de la S-122 seraient probablement achevés dans les délais prévus d'ici avril 2024. Cependant, il est difficile de fournir les informations correctes pour le jeu de données car l'autorité responsable des informations sur les AMP est différente dans chaque pays, plusieurs juridictions peuvent être impliquées, et l'AMP est souvent définie en termes plus utiles pour la pêche ou les industries extractives que pour la navigation.

La fondation philanthropique américaine ProtectedSeas a constitué un répertoire remarquablement complet d'informations sur les AMP dans le monde, le ProtectedSeas Navigator. Le Secrétariat de l'OHI propose un projet visant à encoder ces données dans un jeu de données S-122. Ce projet aurait un impact politique et une visibilité importants dans le cadre de la contribution de l'OHI aux activités de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030). Il suggère que le Secrétariat de l'OHI poursuive l'idée avec ProtectedSeas et, le cas échéant, crée un jeu de données test avant de revenir vers le Conseil pour de nouvelles instructions.

La réaction des participants à la proposition est partagée. Plusieurs participants expriment la crainte

que les données obtenues auprès d'une société privée externe ne fassent pas autorité lorsqu'elles sont affichées sur le site web de l'OHI, ce qui pourrait avoir des conséquences en termes de responsabilité. Ils notent que les limites de certaines AMP font l'objet de litiges entre les Etats. Certains estiment que le projet n'est pas conforme à la priorité du But1 du plan stratégique mandaté par la 3^{ème} Assemblée de l'OHI. La France attire l'attention sur une ressource existante, la base de données mondiale des zones protégées, un projet conjoint du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de l'Union internationale pour la conservation de la nature. Il est important d'éviter la duplication des données, mais plutôt de récolter les données existantes sans les dupliquer, car la duplication entraîne des divergences au fil du temps.

Certains participants craignent que des données non officielles et non vérifiées ne soient utilisées par inadvertance dans la navigation, ce qui constituerait un risque pour la sécurité : si les marins voient des informations dans l'ECDIS, ils supposeront qu'elles font autorité. Le **Secrétariat de l'OHI** et d'autres participants les assurent que seules les données autorisées par le service hydrographique national compétent seraient utilisables dans la navigation ECDIS : les produits et données non autorisés ne seraient pas inclus par les RENC dans le catalogue national de produits S-128 et ne pourraient donc pas apparaître dans l'ECDIS. **Malte** demande néanmoins une assurance formelle qu'il serait impossible pour toute future couche MSDI relative aux AMP d'apparaître sur une ENC pour être utilisée dans un ECDIS, à moins que les données qu'elle contient n'aient été validées. Le **Secrétariat de l'OHI** répond que ce compte rendu pouvait être utilisé comme tel.

Certains participants voient dans le projet proposé une occasion pour l'OHI de contribuer à la communauté océanique et d'accroître la visibilité du cadre S-100. Il est important de montrer comment utiliser les données S-100 dans le monde réel et comment les utilisateurs peuvent en bénéficier. Le projet ferait la démonstration du premier service de données S-100 avec une couverture mondiale et pourrait inciter les sociétés de SIG à inclure la compatibilité S-100 dans leurs produits. Il y a certes des défis à relever, mais ils peuvent être surmontés. Par exemple, le projet pourrait commencer par les AMP en haute mer, afin d'éviter d'éventuels conflits territoriaux ; il pourrait commencer par les AMP déjà adoptées par l'OMI ; il pourrait utiliser des données vérifiées par les RENC. Les **Etats-Unis** indiquent que des pays font référence à un document d'orientation de l'UN-GGIM sur la définition des données « faisant autorité »⁸.

Certains participants estiment qu'il ne faut pas manquer l'occasion d'avoir accès à une mine de données, fournies par une organisation désireuse d'adopter la S-122, à un coût relativement faible en termes d'efforts ou d'argent pour l'OHI elle-même. Le **Secrétariat de l'OHI** rappelle que des projets antérieurs avaient permis à l'Organisation de sortir de sa zone de confort et de démontrer la valeur d'un produit dans un nouveau contexte. Si l'OHI ne saisit pas l'occasion qui lui est offerte, d'autres le feront.

Décision C7/43 : Le **Conseil** prend note des préoccupations valables soulevées par certains membres au cours de la discussion et dans le Livre rouge sur la proposition d'engager l'OHI dans le développement d'une nouvelle couche mondiale pour les AMP dans les MSDI, mais n'est pas parvenu à un consensus sur l'approche du concept d'AMP proposée par le Secrétariat de l'OHI.

Décision et Action C7/44 : A la suite des précisions apportées par le **Secrétaire général** sur les objectifs, y compris les mises à jour de la dernière réunion NIPWG-10 sur le développement de la S-122, le **Conseil** convient de la nécessité stratégique de promouvoir le concept S-100 avec un gain rapide par le biais de la S-122.

⁸ Disponible sur la page web du C-7 en tant que référence utile dans le document C7-09.1A.

Le **Conseil** charge le **Secrétariat de l'OHI** d'établir une liaison avec les fournisseurs de données pertinents sur les AMP et charge l'**IRCC**, par l'intermédiaire du **MSDIWG**, d'établir un projet pilote pour les AMP en haute mer et celles adoptées par l'OMI, afin de démontrer les avantages de la S-122 à des fins autres que la navigation. (Echéance : C-8).

8. PROCHAINE REUNION

8.1 Dates et lieu de la 8^{ème} réunion du Conseil de l'OHI

Le **Secrétaire général** propose que le Conseil se réunisse à nouveau en personne du 15 au 17 octobre 2024.

Décision et Action C7/45 : Le Conseil décide de tenir le C-8 à Monaco, au Secrétariat de l'OHI, du 15 au 17 octobre 2024 (réunion complète en personne, retransmission en direct sur demande). (Décision définitive le 15 juin 2024).

9. AUTRES SUJETS

9.1 Considérations réglementaires en matière de navigation pour les services hydrographiques

Les **Etats-Unis** présentent un document d'information du Conseil relatif à la Proposition 2.3 de l'Assemblée de l'OHI – Le futur de la cartographie numérique et à la Décision A3/15. Les Etats-Unis souhaitent faire part des diverses difficultés qu'ils rencontrent dans l'application des réglementations à toutes les classes de navires, y compris les navires publics et les navires hors ECDIS. En sensibilisant les Etats membres, on espère que des mesures appropriées pourront être prises.

Les réglementations internationales et nationales en matière de navigation sont en place depuis de nombreuses années, mais le passage à la navigation numérique est en cours et le cadre S-100 est considéré comme le futur de l'environnement géospatial maritime pour les décennies à venir. De l'avis général, la navigation numérique améliore la sécurité de la navigation des navires.

Malheureusement, les réglementations nationales et internationales existantes, qui sont en place depuis de nombreuses années, s'appuient généralement sur des cartes papier. La convention SOLAS et les réglementations nationales et régionales devront être prises en compte pour faire en sorte que tous les navires bénéficient des données numériques. La convention SOLAS définit les prescriptions d'emport comme affectant « *tous les navires, quelles que soient leurs dimensions* ». Il est généralement admis que si un navire est équipé d'un ECDIS, il peut utiliser les données numériques. Certains navires sont autorisés à s'écarter des règles SOLAS et, dans ce cas, ce sont les règles nationales qui s'appliquent.

Les réglementations internes des Etats-Unis suivent largement la convention SOLAS et ont été mises à jour en 2015 pour identifier les systèmes de cartes électroniques (ECS) comme une approche raisonnable de la navigation. Toutefois, ni la réglementation commerciale des Etats-Unis ni la convention SOLAS ne s'appliquent aux navires publics, qui sont régis par l'organisme public compétent : la marine, les garde-côtes américains, la NOAA, les douanes, etc. Aucun de ces organismes publics n'est régi par les règles commerciales et on ne sait pas si l'une des réglementations de ces organismes aux Etats-Unis reconnaît la navigation numérique. Une nouvelle réglementation de la Commission radio technique pour les services maritimes (RTCM) a été créée pour les exploitants internes de navires commerciaux aux Etats-Unis. Elle précise les exigences minimales en matière de fonctionnement, de performance et de technique, y compris les méthodes d'essai des ECS conformes à la RTCM pour une utilisation en tant que système de secours de l'ECDIS. Les Etats-Unis collaborent actuellement avec plusieurs organismes, dont les garde-côtes

américains, afin d'élaborer la réglementation nécessaire pour autoriser l'ECS pour tous les navires soumis aux réglementations nationales.

Pour les navires non soumis à la convention SOLAS (navires publics, petites embarcations), les organismes chargés de la production des cartes marines devraient examiner la manière dont elles sont réglementées. Les SH devraient examiner comment ils pourraient soutenir l'abandon du papier et encourager l'utilisation approuvée des données numériques, y compris le cadre S-100. Les SH devraient envisager l'avenir de la navigation numérique et l'environnement réglementaire national et international, en examinant leur situation réglementaire nationale pour tous les navires, y compris ceux qui pourraient faire l'objet d'une exemption nationale. Les CHR pourraient examiner la situation régionale et encourager les organismes de réglementation à tenir compte de l'amélioration de la sécurité et de l'utilité des données numériques.

Les **Etats membres** expriment leur gratitude pour les informations partagées et conviennent que de nombreux pays sont confrontés à une situation similaire à celle décrite aux Etats-Unis. Un Etat membre recommande que tous les pays adoptent une solution réglementaire descendante fondée sur la convention SOLAS.

Un membre du **Secrétariat de l'OHI** rappelle qu'une discussion similaire a eu lieu il y a une quinzaine d'années lors de l'introduction de la S-57 (norme de l'OHI pour l'échange de données hydrographiques numériques utilisées pour l'encodage des ENC). Par la suite, la S-66, dont la dernière mise à jour date de 2018, a constitué une référence utile dans les circulaires de l'OMI. Les définitions de l'ECDIS et de l'ECS figurent dans la norme. Comme indiqué lors de ce Conseil, le HSSC a mis en place une équipe de projet ECS, qui fournira des recommandations pour les actions futures à l'intention des SH, du contrôle par l'Etat du port et des usagers. Il est nécessaire de revoir la S-66 et de la mettre à jour, car elle est actuellement en décalage par rapport à la S-100.

Un **Etat membre** explique que ses réglementations nationales sont régies par des réglementations régionales et des directives (concernant la prescription d'emport de l'ECDIS et d'autres questions) émises par l'Union européenne. Les normes de fonctionnement continueront d'être mises à jour en fonction des progrès technologiques. Il va de soi que toute personne utilisant l'ECDIS doit avoir reçu une formation appropriée. Le code d'application des instruments de l'OMI (Code III) doit également être respecté et l'agent de contrôle de l'Etat du port concerné doit avoir reçu la formation appropriée pour déterminer si un navire est conforme à tous égards. Tous les navires de l'Union européenne doivent se conformer à la convention SOLAS, mais aussi aux règlements et directives de l'UE, sous peine d'être interdits d'accès aux ports de l'Union européenne. La réglementation européenne est donc rigoureuse. Les navires non conventionnés (non conformes à la convention SOLAS) naviguent dans les eaux locales de certains pays, comme les Etats-Unis. Cependant, tous les navires à passagers de l'Union européenne doivent se conformer pleinement à la convention SOLAS. Les navires qui n'opèrent pas dans les eaux internationales devraient être soumis au contrôle de l'Etat du pavillon, un rôle assumé aux Etats-Unis par les garde-côtes américains.

IC-ENC remercie les Etats-Unis de reconnaître l'existence d'une situation difficile sur laquelle les progrès sont lents. IC-ENC cherche à identifier une cohérence internationale au sein du petit groupe avec lequel il travaille, mais il existe actuellement une myriade d'approches pour les navires hors ECDIS. IC-ENC a commencé à rassembler un groupe d'une trentaine de SH qui ont signé un ensemble de principes et de conditions définis dans un contrat juridique pour la désignation des entreprises qui leur imposent de fournir des services numériques pour ce type de navire. La situation n'est pas parfaite, mais elle évolue et il est possible d'envisager un noyau de cohérence internationale. IC-ENC, en sa qualité d'observateur, propose de faire rapport au C-8 sur les progrès réalisés.

Les **Etats-Unis** reconnaissent la proposition de réglementation via la convention SOLAS, mais estiment que la difficulté réside dans les régions où tous les navires ne sont pas équipés d'ECDIS. Il serait plus réaliste de permettre aux nations individuelles d'élaborer leurs propres réglementations.

Un **Etat membre**, répondant à la question de savoir si la convention SOLAS pourrait ou non être adoptée par toutes les administrations, note que la convention SOLAS exige que tous les navires qui ne sont pas équipés d'ECDIS disposent d'une carte papier.

Le **Royaume-Uni** encourage toutes les personnes intéressées à rejoindre l'équipe de projet ECS du HSSC afin de faire progresser les normes ; compte tenu de l'introduction de la S-100, il est opportun d'aligner les normes sur la pratique. La convention SOLAS exige des cartes papier lorsque l'ECDIS n'est pas utilisé mais, dans la pratique, de nombreux navires utilisent des solutions électroniques qui ne sont pas garanties.

La **Présidente** remercie les Etats-Unis d'avoir attiré l'attention sur la tâche difficile que représente l'introduction de réglementations. Elle attend avec impatience de nouvelles informations de la part de l'équipe de projet ECS du HSSC en 2024.

Décision C7/46 : Le **Conseil** prend note du document d'information fourni par les Etats-Unis sur les réglementations nationales ainsi que de l'expérience utile partagée par d'autres Etats membres.

Le **Conseil** encourage les **Etats membres** à participer aux activités de l'ENCWG / ECS PT.

10. EXAMEN DES ACTIONS ET DECISIONS DE LA REUNION

L'**adjoint aux Directeurs de l'OHI, M. Guillam**, passe en revue les actions identifiées, en fournissant de brefs commentaires et explications sur les actions et les décisions lorsque cela s'avère nécessaire (voir annexe C). Il explique le calendrier de production du projet de compte rendu et les contributions des participants.

Concernant la Décision C7/13 sur le calendrier d'approbation de l'édition 2.0.0 des spécifications de produits basées sur la S-100, le **Président du HSSC** encourage, dans la mesure du possible, les participants à assister à la 16^{ème} réunion du HSSC en mai 2024 afin qu'ils soient au courant de l'état d'avancement du projet et des questions en jeu avant que le processus d'approbation ne commence.

Concernant la Décision C7/24, relative à la proposition de programme sur l'équilibre entre les sexes en hydrographie, le **Secrétariat de l'OHI** note que la décision est destinée à permettre de commencer les travaux sur la proposition ; elle ne préjuge pas des discussions et décisions futures sur le cadre réglementaire ou le contenu de la résolution proposée.

11. CLOTURE DE LA REUNION

La **Présidente** remercie tous les participants pour leur participation active et leur engagement au cours de la réunion.

Le **Secrétaire général** exprime son appréciation et sa gratitude à la Présidente pour sa gestion très compétente de la réunion. Le Secrétariat de l'OHI utilisera pleinement les orientations du Conseil pour poursuivre les travaux du nouveau cycle. Il félicite le personnel du Secrétariat de l'OHI pour son travail acharné, qui a permis à la réunion de se dérouler sans heurts.

La **Présidente** déclare la réunion close.

LISTE DES PARTICIPANTS INSCRITS

7th Meeting of the IHO Council
Face-to-face, 17-Oct-2023 ~ 19-Oct-2023

No	Category	Country	Organization / Company	Name	Status	E-mail	Date
1	IHO Member State	Angola	Agência Marítima Nacional	Hélder CONCEIÇÃO	Member of delegation	helderufino46.hr@gmail.com	2023-09-27
2	IHO Member State	Angola	Agência Marítima Nacional	José SANTANA	Head of delegation	josesantana.14js.js@gmail.com	2023-09-27
3	IHO Member State	Angola	Agência Marítima Nacional	MANUEL NARCISO	Member of delegation	mnarciso156@gmail.com	2023-09-27
4	IHO Member State	Argentina	SERVICIO DE HIDROGRAFIA NAVAL	Valentín Alejandro SANZ RODRIGUEZ	Head of delegation	dhidro@hidro.gov.ar	2023-06-27
5	IHO Member State	Brazil	DIRETORIA DE HIDROGRAFIA E NAVEGAÇÃO (DHN, Directorate of Hydrography and Navigation)	Cesar Reinert BULHÕES DE MORAIS	Member of delegation	reinert@marinha.mil.br	2023-08-17
6	IHO Member State	Brazil	DIRETORIA DE HIDROGRAFIA E NAVEGAÇÃO (DHN, Directorate of Hydrography and Navigation)	Carlos ANDRÉ MACEDO	Head of delegation	dhn.intrel@marinha.mil.br	2023-08-17
7	IHO Member State	Canada	CANADIAN HYDROGRAPHIC SERVICE	Annie BIRON	Member of delegation	annie.biron@dfo-mpo.gc.ca	2023-09-19
8	IHO Member State	Canada	CANADIAN HYDROGRAPHIC SERVICE	Manon LAROCQUE	Head of delegation	manon.larocque@dfo-mpo.gc.ca	2023-08-08
9	IHO Member State	Chile	SERVICIO HIDROGRAFICO Y OCEANOGRAFICO DE LA ARMADA	Arturo OXLEY	Head of delegation	shoa@shoa.cl	2023-08-17
10	IHO Member State	China	HYDROGRAPHIC OFFICE OF MARINE DEPARTMENT THE GOVERNMENT OF THE HONG KONG SPECIAL ADMINISTRATIVE REGION	Tak-ming KOO	Member of delegation	tmkoo@mardep.gov.hk	2023-09-18
11	IHO Member State	China	MARITIME SAFETY ADMINISTRATION (MSA)	Yuan CAO	Head of delegation	41283509@qq.com	2023-09-07
12	IHO Member State	Croatia	HRVATSKI HIDROGRAFSKI INSTITUT (Hydrographic Institute of the Republic of Croatia)	Vinka KOLIC	Head of delegation	vinka.kolic@hhi.hr	2023-07-10
13	IHO Member State	Cyprus	HEADQUARTERS OF DEPARTMENT OF LANDS AND SURVEYS	GEORGIOS KOKOSIS	Head of delegation	gkokosis@dls.moi.gov.cy	2023-09-15
14	IHO Member State	Denmark	DANISH GEODATA AGENCY - GEODATASTYRELSEN (GST)	Hendrik STANG	Member of delegation	hejus@gst.dk	2023-06-27
15	IHO Member State	Denmark	DANISH GEODATA AGENCY - GEODATASTYRELSEN (GST)	Pia DAHL HOJGAARD	Chair / Vice-Chair	pdh@gst.dk	2023-07-30
16	IHO Member State	Denmark	DANISH GEODATA AGENCY - GEODATASTYRELSEN (GST)	Sophie HOHWÜ-CHRISTENSEN	Member of delegation	sohoh@gst.dk	2023-06-30
17	IHO Member State	Fiji	REPUBLIC OF FIJI NAVY HYDROGRAPHIC OFFICE	Jervis ROBINSON	Member	Director.FHO@fijinavy.org	2023-07-18
18	IHO Member State	Fiji	REPUBLIC OF FIJI NAVY HYDROGRAPHIC OFFICE	Apenisa CAVUILATI	Member of delegation	ben.cavuilati@gmail.com	2023-07-21
19	IHO Member State	Fiji	REPUBLIC OF FIJI NAVY HYDROGRAPHIC OFFICE	Humphrey TAWAKE	Head of delegation	humphrey.tawake@fijinavy.org	2023-07-21
20	IHO Member State	Finland	FINNISH TRANSPORT AND COMMUNICATIONS AGENCY	Rainer MUSTANIEMI	Head of delegation	rainer.mustaniemi@traficom.fi	2023-06-30
21	IHO Member State	France	SERVICE HYDROGRAPHIQUE ET OCEANOGRAPHIQUE DE LA MARINE	Laurent KERLÉGUER	Head of delegation	laurent.kerleguer@shom.fr	2023-05-23
22	IHO Member State	France	SERVICE HYDROGRAPHIQUE ET OCEANOGRAPHIQUE DE LA MARINE	Gabin SOGORB	Member of delegation	gabin.sogorb@shom.fr	2023-05-23
23	IHO Member State	Germany	BUNDESAMT FÜR SEESCHIFFFAHRT UND HYDROGRAPHIE	Thomas DEHLING	Head of delegation	thomas.dehling@bsh.de	2023-05-29
24	IHO Member State	Germany	BUNDESAMT FÜR SEESCHIFFFAHRT UND HYDROGRAPHIE	Jens SCHRÖDER-FÜRSTENBERG	Member of delegation	Jens.schroeder-fuerstenberg@bsh.de	2023-05-29
25	IHO Member State	Greece	HELLENIC NAVY HYDROGRAPHIC SERVICE	Andreas MICHPOULOS	Member of delegation	geopol_hnhs@navy.mil.gr	2023-08-29

No	Category	Country	Organization / Company	Name	Status	E-mail	Date
26	IHO Member State	Greece	HELLENIC NAVY HYDROGRAPHIC SERVICE	Dimitrios EFSTATHIOU	Head of delegation	director_hnhs@navy.mil.gr	2023-08-29
27	IHO Member State	India	NATIONAL HYDROGRAPHIC OFFICE	LOCHAN SINGH PATHANIA	Head of delegation	ia-inho@navy.gov.in	2023-08-10
28	IHO Member State	India	NATIONAL HYDROGRAPHIC OFFICE	PARIKSHIT KUMAR SHAHRAWAT	Member	ia-inho@navy.gov.in	2023-08-10
29	IHO Member State	Indonesia	HYDROGRAPHY AND OCEANOGRAPHY CENTRE, INDONESIA NAVY (Pushidrosal)	MOH. QISTHI AMARONA	Member of delegation	Infohid@pushidrosal.id	2023-09-15
30	IHO Member State	Indonesia	HYDROGRAPHY AND OCEANOGRAPHY CENTRE, INDONESIA NAVY (Pushidrosal)	NURHIDAYAT NURHIDAYAT	Head of delegation	Infohid@pushidrosal.id	2023-09-15
31	IHO Member State	Indonesia	HYDROGRAPHY AND OCEANOGRAPHY CENTRE, INDONESIA NAVY (Pushidrosal)	RENNY LILIK ASMORO	Member of delegation	Infohid@pushidrosal.id	2023-09-15
32	IHO Member State	Indonesia	HYDROGRAPHY AND OCEANOGRAPHY CENTRE, INDONESIA NAVY (Pushidrosal)	LALU KURNIA DARMAWAN	Member of delegation	Infohid@pushidrosal.id	2023-09-15
33	IHO Member State	Italy	ISTITUTO IDROGRAFICO DELLA MARINA (Italian Hydrographic Institute)	Erik BISCOTTI	Member of delegation	erikd.biscotti@marina.difesa.it	2023-09-11
34	IHO Member State	Italy	ISTITUTO IDROGRAFICO DELLA MARINA (Italian Hydrographic Institute)	Massimiliano NANNINI	Head of delegation	massimiliano.nannini@marina.difesa.it	2023-09-11
35	IHO Member State	Jamaica	National Land Agency	Diego BILLINGS	Head of delegation	diego.billings@nla.gov.jm	2023-09-13
36	IHO Member State	Japan	HYDROGRAPHIC AND OCEANOGRAPHIC DEPARTMENT	Masayuki FUJITA	Chair / Vice-Chair	iao@jhod.go.jp	2023-08-29
37	IHO Member State	Japan	HYDROGRAPHIC AND OCEANOGRAPHIC DEPARTMENT	Kentaro KANEDA	Member of delegation	iao@jhod.go.jp	2023-08-29
38	IHO Member State	Malaysia	NATIONAL HYDROGRAPHIC CENTRE	Lukman Hanafiah AZAMAR OMAR	Head of delegation	lukman@navy.mil.my	2023-09-21
39	IHO Member State	Malaysia	NATIONAL HYDROGRAPHIC CENTRE	Siong Hui LIM	Member of delegation	lionsionghui@navy.mil.my	2023-09-21
40	IHO Member State	Malta	HYDROGRAPHIC OFFICE, PORTS AND YACHTING DIRECTORATE, TRANSPORT MALTA	MARK ANTHONY CHAPELLE	Member	mark.chapelle@transport.gov.mt	2023-08-17
41	IHO Member State	Monaco	DIRECTION DES AFFAIRES MARITIMES	Pierre BOUCHET	Head of delegation	pbouchet@gouv.mc	2023-09-16
42	IHO Member State	Netherlands	HYDROGRAPHIC SERVICE - ROYAL NETHERLANDS NAVY	Toine BARTEN	Head of delegation	wa.barten@mindef.nl	2023-07-27
43	IHO Member State	Netherlands	HYDROGRAPHIC SERVICE - ROYAL NETHERLANDS NAVY	Leendert DORST	Member of delegation	LL.Dorst@mindef.nl	2023-07-27
44	IHO Member State	New Zealand	LAND INFORMATION NEW ZEALAND (LINZ)	Adam GREENLAND	Head of delegation	agreenland@linz.govt.nz	2023-07-10
45	IHO Member State	Norway	Norwegian Mapping Authority	Birte Noer BORREVIK	Head of delegation	borbir@kartverket.no	2023-05-29
46	IHO Member State	Norway	Norwegian Mapping Authority	Evert FLIER	Member of delegation	evert.flier@kartverket.no	2023-05-29
47	IHO Member State	Portugal	INSTITUTO HIDROGRAFICO	João MARREIROS	Head of delegation	ramalho.marreiros@hidrografico.pt	2023-07-10
48	IHO Member State	Portugal	INSTITUTO HIDROGRAFICO	Paula SANCHES	Member of delegation	paula.sanches@hidrografico.pt	2023-09-11
49	IHO Member State	Republic of Korea	KOREA HYDROGRAPHIC AND OCEANOGRAPHIC AGENCY (KHOA)	Kwanchang LIM	Head of delegation	kclim00@korea.kr	2023-09-14
50	IHO Member State	Republic of Korea	KOREA HYDROGRAPHIC AND OCEANOGRAPHIC AGENCY (KHOA)	Iji KIM	Member of delegation	izzykim@korea.kr	2023-09-14
51	IHO Member State	Republic of Korea	KOREA HYDROGRAPHIC AND OCEANOGRAPHIC AGENCY (KHOA)	Eok Dong KIM	Member of delegation	qksel1501@korea.kr	2023-09-14
52	IHO Member State	Republic of Korea	Ministry of Foreign Affairs	KEUNHWA KANG	Member of	khkang22@mofa.go.kr	2023-09-15

No	Category	Country	Organization / Company	Name	Status	E-mail	Date
					delegation		
53	IHO Member State	Saudi Arabia	GENERAL AUTHORITY FOR SURVEY AND GEOSPATIAL INFORMATION (GASGI)	Salem Salman ALGHZWANI	Member	s.alghzwani@geosa.gov.sa	2023-09-10
54	IHO Member State	Saudi Arabia	GENERAL AUTHORITY FOR SURVEY AND GEOSPATIAL INFORMATION (GASGI)	Saud Homod ALRUWAYS	Head of delegation	s.alruways@geosa.gov.sa	2023-09-10
55	IHO Member State	Singapore	MARITIME AND PORT AUTHORITY OF SINGAPORE (MPA)	Jia Rui Gary CHEW	Member	gary_chew@mpa.gov.sg	2023-09-15
56	IHO Member State	Singapore	MARITIME AND PORT AUTHORITY OF SINGAPORE (MPA)	Ying-Huang THAI LOW	Member	Thai_Low_Ying-Huang@mpa.gov.sg	2023-09-15
57	IHO Member State	Spain	INSTITUTO HIDROGRAFICO DE LA MARINA (IHM)	Rebeca COPÉ DE LOS MOZOS	Observer	rcopdel@fn.mde.es	2023-09-13
58	IHO Member State	Sweden	SJOFARTSVERKET (SWEDISH MARITIME ADMINISTRATION)	Magnus HOVBERG	Member of delegation	magnus.hovberg@sjofartsverket.se	2023-08-29
59	IHO Member State	Sweden	SJOFARTSVERKET (SWEDISH MARITIME ADMINISTRATION)	Magnus WALLHAGEN	Head of delegation	magnus.wallhagen@sjofartsverket.se	2023-06-21
60	IHO Member State	Thailand	HYDROGRAPHIC DEPARTMENT, ROYAL THAI NAVY	Taywan SUKKASEM	Member of delegation	hydrotechhdrtn@gmail.com	2023-08-25
61	IHO Member State	Thailand	HYDROGRAPHIC DEPARTMENT, ROYAL THAI NAVY	CHAIRIT KIRDPOL	Head of delegation	hydrotechhdrtn@gmail.com	2023-08-25
62	IHO Member State	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	UNITED KINGDOM HYDROGRAPHIC OFFICE	Helena PATTON	Member	helena.patton@ukho.gov.uk	2023-07-15
63	IHO Member State	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	UNITED KINGDOM HYDROGRAPHIC OFFICE	Tom RICHARDSON	Member of delegation	thomas.richardson@ukho.gov.uk	2023-06-21
64	IHO Member State	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	UNITED KINGDOM HYDROGRAPHIC OFFICE	Angus ESSENHIGH	Head of delegation	angus.essenhigh@ukho.gov.uk	2023-07-15
65	IHO Member State	United States of America	NATIONAL GEOSPATIAL-INTELLIGENCE AGENCY (NGA)	John LOWELL	Head of delegation	john.e.lowell@nga.mil	2023-08-08
66	IHO Member State	United States of America	COMMANDER, NAVAL METEOROLOGY AND OCEANOGRAPHY COMMAND (CNMOC)	Matthew BORBASH	Member of delegation	matthew.borbash2.civ@us.navy.mil	2023-08-28
67	IHO Member State	United States of America	National Oceanographic and Atmospheric Administration (NOAA)	Benjamin EVANS	Member of delegation	benjamin.k.evans@noaa.gov	2023-08-29
68	IHO Member State	United States of America	NATIONAL GEOSPATIAL-INTELLIGENCE AGENCY (NGA)	Keith DOMINIC	Member of delegation	Keith.E.Dominic@nga.mil	2023-08-29
69	IHO Secretariat	-	International Hydrographic Organization	Luigi SINAPI	Secretary	luigi.sinapi@iho.int	2023-07-19
70	IHO Secretariat	-	International Hydrographic Organization	Yves GUILLAM	Staff	yves.guillam@iho.int	2023-05-18
71	IHO Secretariat	-	International Hydrographic Organization	Mathias JONAS	Secretary	mathias.jonas@iho.int	2023-06-21
72	IHO Secretariat	-	International Hydrographic Organization	John NYBERG	Staff	john.nyberg@iho.int	2023-09-10
73	IHO Secretariat	-	International Hydrographic Organization	Yong BAEK	Staff	yong.baek@iho.int	2023-08-31
74	Other Organization	-	IC-ENC	James HARPER	Observer	james.harper@ic-enc.org	2023-09-18
75	Other Organization	-	PRIMAR	Hans Christoffer LAURITZEN	Observer	lauhan@kartverket.no	2023-09-18

7^{EME} REUNION DU CONSEIL DE L'OHI
Secrétariat de l'OHI, Monaco, 17 – 19 octobre 2023

ORDRE DU JOUR DEFINITIF

- Références :**
- A. Règle 8 des Règles de procédure du Conseil.
 - B. Résolution de l'OHI 12/2022 telle qu'amendée – *Cycle de planification*.

1. OUVERTURE

- 1.1 Remarques d'ouverture du Secrétaire général.
- 1.2 Adoption de l'ordre du jour et du calendrier – Livre rouge.
- 1.3 Constitution formelle du nouveau Conseil, confirmation de l'élection de la Présidente et du Vice-président.
- 1.4 Remarques d'ouverture de la Présidente.
- 1.5 Dispositions administratives.

2. ITEMS REQUIS PAR LA 3^{EME} ASSEMBLEE DE L'OHI

- 2.1 Examen de la liste des Décisions de l'Assemblée affectant le Conseil et discussion sur la marche à suivre et la mise en œuvre effective.
- 2.2 Liste cumulative des Décisions de l'A-3 [affectant le Conseil (Décisions A3/05, A3/08 (a) à (e), A3/13, A3/14, A3/15, A3/20 (c), A3/21, A3/28 (c))].

3. ITEMS REQUIS PAR LE CONSEIL DE L'OHI

- 3.1 Examen de l'état des Décisions et Actions du C-6.

4. ITEMS REQUIS PAR LES ORGANES SUBSIDIAIRES

- 4.1 Compte rendu et propositions du HSSC.
 - Annexe A : Proposition de révision de l'Annexe 2 de la feuille de route S-100.
 - Annexe B : Propositions d'amendements aux mandat et Règles de procédure du HSSC.
- 4.2 Compte rendu et propositions de l'IRCC.
 - Annexe A : Promouvoir le rôle des femmes dans le domaine de l'hydrographie : du projet au programme.
 - Annexe B : Equipe de cadrage pour la mobilisation de fonds au profit des initiatives de projet des PT de l'OHI.
- 4.3 *Laissé en blanc intentionnellement*
- 4.4 A. Proposition de version 3.0 de la Feuille de route pour la décennie de mise en œuvre de la S-100.
 - B. Commentaire (France) sur l'Annexe 2 (fig. 4) de la Feuille de route (cf. doc. C7-04.4A)

: Proposition actualisée sur les options pour la production future d'ENC S-101 en conjonction avec les ENC S-57 pendant la période hybride.

4.5 Point sur le laboratoire conjoint OHI-Singapour – Propositions du Conseil au comité directeur.

5. BUDGET ET PROGRAMME ANNUEL DE L'OHI

5.1 Examen de la situation financière actuelle de l'OHI.

5.2 Proposition de programme de travail de l'OHI pour 2024.

5.3 Proposition de budget de l'OHI pour 2024.

6. PLAN STRATEGIQUE DE L'OHI

6.1 Plan stratégique 2021-2026 et Décisions A3/08 (a) à (d).

Etat des indicateurs de performance stratégique.

Recommandations du Secrétariat sur la mise en œuvre du Plan stratégique (Programme de travail 1).

6.2 Discussion initiale et marche à suivre (d'ici le C-9) pour la préparation d'un Plan stratégique révisé en vue de l'A-4 en 2026 (Décision A3/08 (e)).

7. AUTRES ITEMS PROPOSES PAR UN ETAT MEMBRE OU PAR LE SECRETAIRE GENERAL

7.1 A.Participation accrue aux activités des organes de l'OHI – Proposition (Secrétaire général) pour discuter de la situation et de la marche à suivre (Décision A3/21).

B.Proposition (AU, GB, NZ) : Rendre les événements de l'OHI plus inclusifs.

7.2 Poursuite de la numérisation des opérations du Secrétariat – Développement et introduction d'un système amélioré d'enregistrement et de partage de l'information.

7.3 Mise en place d'une nouvelle couche mondiale consacrée aux aires marines protégées (AMP) dans les MSDI – Proposition de discussion sur la situation et les activités à suivre.

8. PROCHAINE REUNION

8.1 Dates et lieu de la 8^{ème} réunion du Conseil de l'OHI (15 - 17 octobre 2024, Monaco) (*lieu et dates à confirmer*).

9. AUTRES SUJETS

9.1 Document d'information (US) : Considérations réglementaires en matière de navigation pour les services hydrographiques.

10. EXAMEN DES ACTIONS ET DECISIONS DE LA REUNION

11. CLOTURE DE LA REUNION

LISTE DES DECISIONS et ACTIONS DU C-7

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION N°	DECISION ou ACTIONS (en gras, action pour)	DATE CIBLE /EVENEMENT	ETAT (octobre 2023)
1. OUVERTURE					
1.1 Remarques d'ouverture et introduction du Secrétaire général					
		C7/01	Le Conseil accueille favorablement le discours d'ouverture du Secrétaire général, qui rappelle les responsabilités du Conseil conformément aux ROP, l'équilibre de la représentation pour ce 3 ^{ème} Conseil dans le cycle de l'OHI (continent, tonnage, capacité technique, etc.) et enfin les objectifs des réunions du Conseil.		
1.2 Adoption de l'ordre du jour					
	Ordre du jour	C7/02	Le Conseil adopte l'ordre du jour et le calendrier tels que proposés et note que le Livre rouge du C-7 est à disposition. Le Conseil convient d'examiner le document d'information (Doc. C7-09.1 INF) à la fin de la réunion au titre des questions diverses, si le temps le permet.		Décision
1.3 Constitution formelle du Conseil - Confirmation de l'élection de la présidente et du vice-président					
	Constitution du Conseil - Présidente du Conseil et vice-président	C7/03	Prenant note des décisions A3/31 et /32 et de la lettre circulaire du Conseil LCC 03/2023, le 3 ^{ème} Conseil de l'OHI (2023-2026) est formellement constitué, avec Mme Pia Dahl Højgaard (DK) en tant que présidente, et le Dr Masayuki Fujita (JP) , en tant que vice-président.		Décision

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION N°	DECISION ou ACTIONS (en gras, action pour)	DATE CIBLE /EVENEMENT	ETAT (octobre 2023)
1.4 Remarques d'ouverture de la Présidente					
1.1, 1.4	Ouverture	C7/04	Les membres du Conseil accueillent favorablement le discours d'ouverture de la présidente du Conseil et conviennent de la participation des représentants des RENC/RECC (IC-ENC, PRIMAR et EACC) en tant qu'observateurs.		Décision
1.5 Dispositions administratives					
	Liste des contacts	C7/05	Les Etats membres de l'OHI qui ont un siège au Conseil doivent fournir au Secrétariat de l'OHI leurs mises à jour relatives à la liste des contacts du Conseil de l'OHI .	Permanent	
2. ITEMS REQUIS PAR LA 2^{ème} ASSEMBLEE DE L'OHI					
2.1 Examen de la liste des décisions de l'Assemblée affectant le Conseil et débat sur la marche à suivre et sur leur mise en œuvre effective					
2.1	Décisions de l'A-3	C7/06	Sur la base de la présentation du Secrétaire général, le Conseil convient de la liste des décisions de l'A-3 qui doivent être examinées par le Conseil au titre des items pertinents de l'ordre du jour de la réunion, ainsi que de la marche à suivre proposée.		Décision
2.2 Liste cumulative des décisions de l'A-3 affectant le Conseil (Décisions A3/05, A3/08 (a) à (e), A3/13, A3/14, A3/15, A3/20 (c), A3/21, A3/28 (c)).					
			<i>Laissé en blanc intentionnellement</i>		
3. ITEMS REQUIS PAR LE CONSEIL DE L'OHI					

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION N°	DECISION ou ACTIONS (en gras, action pour)	DATE CIBLE /EVENEMENT	ETAT (octobre 2023)
3.1 Examen du statut des décisions et actions du C-6 (actions en cours)					
	Comités nationaux sur la S-100	C7/07 (ancienne C6/67)	<p>Le Conseil accueille favorablement la mise à jour du Royaume-Uni sur le concept d'un comité national sur la S-100 [cf. Livre rouge] et prend note des bénéfices escomptés d'une telle approche.</p> <p>Le Conseil invite les Etats membres à partager leurs stratégies nationales en ce qui concerne la mise en place de comités nationaux de la S-100 similaires, le cas échéant.</p>	C-8 (- 3 mois)	En cours
4. ITEMS REQUIS PAR LES ORGANES SUBSIDIAIRES					
4.1 Rapport et propositions du HSSC					
4.1	Rapport du HSSC	C7/08	Le Conseil prend note du rapport et félicite le HSSC , ses groupes de travail et les organisations qui le soutiennent pour leurs accomplissements depuis le C-6.		Décision
4.1	Développement de l'infrastructure et des normes S-100	C7/09	Conformément à la décision A3/08(b), le Conseil avalise le principe selon lequel des ressources financières supplémentaires (décision A3/20 et décision 41 de l'IRCC15) devraient être envisagées pour la mise en place d'une infrastructure technique et administrative durable relative à la S-100, y compris l'élaboration de normes afin de respecter le calendrier de la S-100.		Décision

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION N°	DECISION ou ACTIONS (en gras, action pour)	DATE CIBLE /EVENEMENT	ETAT (octobre 2023)
4.1	Développement de l'infrastructure et des normes S-100	C7/10	En parallèle à la création du Centre d'infrastructure S-100, le Conseil charge le HSSC d'identifier, lors de sa prochaine réunion, les composantes actuelles ou émergentes qui sont essentielles à la mise en œuvre de la feuille de route S-100 et qui pourraient faire l'objet d'une demande de financement auprès de l'OHI (projet à court terme d'une part, mode opérationnel à plus long terme pour la tenue à jour des normes d'autre part).	HSSC-16 (- 7 semaines), puis C-8 (- 3 mois)	
4.1	Création de nouvelles EP	C7/11	Le Conseil prend note de la création, dans le cadre du HSSC, de : - l'EP sur la création du centre d'infrastructure (EP ICE) de la S-100 - l'EP sur le système de sécurité de la S-100 ainsi que la création de l'EP ECS dans le cadre de l'ENCWG.		
4.1	EP ICE S-100	C7/12	A la suite de la mise à jour fournie par le Président du HSSC sur le plan de travail de l'EP ICE de la S-100, le Conseil invite les membres du HSSC , puis les Etats membres de l'OHI à donner leur avis sur les recommandations formulées par l'EP, dès qu'elles seront disponibles et au plus tard avant la 16 ^{ème} session du HSSC.	HSSC-16 (- 7 semaines)	

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION N°	DECISION ou ACTIONS (en gras, action pour)	DATE CIBLE /EVENEMENT	ETAT (octobre 2023)
4.1	S-100 Compte à rebours de la mise en œuvre opérationnelle	C7/13	Afin de respecter les délais fixés par l'OMI pour la transition vers l'ECDIS S-100, le Conseil convient qu'une LC de l'OHI devra être publiée pour informer les Etats membres de l'OHI du calendrier de préparation, d'ici début novembre 2024, du début de la phase d'approbation de l'édition 2.0.0 des spécifications de produits basées sur l'ECDIS S-100 (phase 1 / suivi des routes en tant que 1 ^{ère} étape).		Décision
4.1	S-100 Compte à rebours de la mise en œuvre opérationnelle	C7/14	Le Secrétariat de l'OHI doit mettre en œuvre la décision C7/13 ci-dessus. Mise à jour du calendrier après le HSSC-16, en mai 2024 (président du HSSC en préparation du C-8).	Décembre 2023 C-8 (- 3 mois)	
4.1	S-130	C7/15	Prenant note des éclaircissements et des points de vue fournis par le Secrétaire général, le Conseil approuve la marche à suivre proposée pour tester la spécification de produit S-130 édition 1.0.0 dans deux régions (région E - mer Baltique, région M - océan Austral) avant la publication de la version opérationnelle de la S-130 édition 2.0.0 et la production officielle d'une seule et unique base de données de l'OHI qui fasse autorité. 1.0.0 dans deux régions (région E - mer Baltique, région M - océan Austral) avant la publication de la version opérationnelle de la S-130 édition 2.0.0 et la production officielle de l'unique base de données de l'OHI qui fasse autorité en matière de limites. Le président du HSSC fera une mise à jour lors de la prochaine réunion.	HSSC-16/C-8 (- 3 mois)	Décision

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION N°	DECISION ou ACTIONS (en gras, action pour)	DATE CIBLE /EVENEMENT	ETAT (octobre 2023)
4.1	Lauréat du prix de l'hydrographie	C7/16	Tout en notant la résolution existante de l'OHI 2/2014 telle qu'amendée - Médaille Prince Albert 1er pour l'hydrographie, le Conseil avalise la proposition du HSSC et de l'IRCC d'un prix annuel du lauréat de l'hydrographie et approuve la marche à suivre proposée.		Décision
4.1	Lauréat du prix de l'hydrographie	C7/17	Les présidents du HSSC et de l'IRCC , avec le soutien du Secrétariat de l'OHI , doivent préparer une proposition de résolution de l'OHI pour le lauréat du prix de l'hydrographie qui sera décerné sur une base annuelle. Après finalisation, le Secrétariat de l'OHI publiera une LC de l'OHI sollicitant l'approbation des Etats membres de l'OHI sur la proposition de résolution de l'OHI.	Février 2024 Mars 2024	
4.1	Mandat et règles de procédure du HSSC	C7/18	Dans le but d'inclure la représentation des RENC aux réunions du HSSC, le Conseil avalise les amendements proposés au mandat et aux règles de procédure du HSSC.		Décision
	Rapports des HSSC&IRCC et propositions au C-6	C7/19 (identique aux anciennes C6/20, ...et C1/06)	Compte tenu des délais entre les réunions HSSC-16 et IRCC-16 en 2024 et du compte à rebours pour la soumission des rapports et des propositions au C-8, le Conseil invite les présidents du HSSC et de l'IRCC à préparer les procès-verbaux de leurs réunions de 2024 en vue de les utiliser/soumettre directement en tant que rapports et propositions à examiner lors du C-8.	C-8 (- 3 mois)	
4.2 Rapport et propositions de l'IRCC					

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION N°	DECISION ou ACTIONS (en gras, action pour)	DATE CIBLE /EVENEMENT	ETAT (octobre 2023)
4.2	Rapport de l'IRCC	C7/20	Le Conseil prend note du rapport et félicite l'IRCC, les CHR et les sous-comités de l'IRCC pour leurs accomplissements depuis le C-6.		Décision
4.2	Décisions de l'A-3	C7/21	Le Conseil prend note du plan d'action de l'IRCC (et des entités subordonnées) visant à donner suite aux décisions de l'A-3 et invite l'IRCC à rendre compte chaque année des progrès accomplis.	C-8 (- 3 mois)	
4.2	Décisions de l'A-3	C7/22	Pour donner suite à la décision A3/20b, le Conseil prend note des résultats d'une équipe de cadrage et avalise les recommandations de l'IRCC visant à mettre en place une équipe de projet sur <i>la mobilisation de fonds pour les initiatives de projet de l'OHI</i> , dans le cadre de l'IRCC. Le Secrétariat de l'OHI publiera une LC sur l'établissement de l'EP sur la mobilisation de fonds de l'OHI (FG PT) ⁹ , dès que les projets de mandat et de règles de procédure auront été finalisés par correspondance au sein de l'IRCC .	Décembre 2023	Décision
4.2	Couches thématiques SIG	C7/23	Conformément à la décision A3/8c, le Conseil prend note du fait que l'IRCC a chargé le MSDIWG de ne pas investir dans un autre portail, mais de se concentrer sur les couches thématiques mondiales au moyen de l'infrastructure SIG existante de l'OHI (comme celles qui sont déjà disponibles sur l'INToGIS).		

⁹ Note du Secrétariat : la conformité avec les résolutions M-3, la résolution 1/2014 de l'OHI - *Principes directeurs pour les fonds de l'OHI*, en particulier, doit être assurée.

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION N°	DECISION ou ACTIONS (en gras, action pour)	DATE CIBLE /EVENEMENT	ETAT (octobre 2023)
4.2	Equilibre entre les hommes et les femmes dans le domaine de l'hydrographie	C7/24	<p>En ce qui concerne la proposition d'un nouveau <i>programme</i> pour la parité entre les sexes dans le domaine de l'hydrographie (dans le prolongement du fructueux <i>projet</i> Promouvoir le rôle des femmes dans le domaine de l'hydrographie), le Conseil convient de la marche à suivre en trois étapes suggérées par le Secrétaire général.</p> <p>En conséquence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. Le Conseil charge l'IRCC de définir tout d'abord, par l'intermédiaire du CBSC, un cadre réglementaire (M-3) pour la poursuite des activités sur ce thème social, par le biais d'une proposition de résolution de l'OHI ; b. Le Conseil convient de poursuivre le projet EWH dirigé par le CBSC en s'appuyant sur les fonds restants et sur les futures aides financières et/ou en nature annoncées par le CA, la NO, le DK et les US, mais qui doivent encore être confirmées. c. Le Conseil, soutenu par l'IRCC, élabore une proposition sur le cadre futur d'un programme social de l'OHI (y compris la parité entre les sexes dans le domaine de l'hydrographie) à soumettre à l'A-4. 	<p>IRCC-16</p> <p>C-9 (- 3 mois) en préparation de l'A-4</p>	Décision

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION N°	DECISION ou ACTIONS (en gras, action pour)	DATE CIBLE /EVENEMENT	ETAT (octobre 2023)
4.2	IBSC et CSBWG	C7/25	<p>- Le Conseil accueille favorablement la proposition de l'IRCC, soutenue par le Secrétariat de l'OHI, d'organiser deux ateliers comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un sur les questions relatives aux normes de compétence (IBSC), afin de fournir des éclaircissements aux institutions sur la préparation des soumissions au comité ; - un sur la bathymétrie participative (CSBWG), sur les avantages de la bathymétrie participative et sur la manière d'accroître la contribution en données. 	<p>1^{er} semestre 2024</p> <p>1^{er} semestre 2024</p>	Décision
4.3 Mise à jour sur le concept hybride (transition des ENC S-57 aux ENC S-101)					
			<i>Couvert par l'item 4.1 (voir le compte rendu du HSSC au C-7).</i>		
4.4 Proposition de version v3.0 de la Feuille de route pour la décennie de mise en œuvre de la S-100					
	Stratégie de mise en œuvre de la S-100 - Feuille de route Annexe 1	C7/26	<p>Le Conseil approuve les amendements proposés à la Feuille de route de mise en œuvre de la S-100 et présentés par le Président du HSSC, afin de publier la version 3.0 en octobre 2023. Cette nouvelle version inclut les amendements soumis (documents C7-04.4A & 4.4B) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - par le Secrétaire général au texte principal, en tenant compte notamment de la décision MSC106 de l'OMI sur le plan de transition vers l'ECDIS S-100 ; <p>par le Président du HSSC à l'Annexe 2, et par la France pour la figure 4 de l'Annexe 2.</p>		Décision

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION N°	DECISION ou ACTIONS (en gras, action pour)	DATE CIBLE /EVENEMENT	ETAT (octobre 2023)
	Feuille de route pour la Décennie pour la mise en œuvre de la S-100	C7/27	Le Secrétariat de l'OHI doit mettre à disposition la version 3.0 finalisée de la Feuille de route.	30 novembre 2023	
	Stratégie de mise en œuvre de la S-100	C7/28 (anciennement C6/37, ..., C3/13)	Les présidents du Conseil/HSSC/IRCC et le Secrétaire général , soutenus par des experts en la matière et les Etats membres, le cas échéant, assurent la tenue à jour de la Feuille de route pour la mise en œuvre de la S-100 sous la forme d'un document à version incrémentale contrôlée (y compris le texte et le calendrier) sur une base annuelle.	Permanent	

4.5 Mise à jour sur le laboratoire conjoint OHI-Singapour pour l'innovation et la technologie - Propositions du Conseil au comité directeur (Décision A2/08)

	Laboratoire conjoint OHI-Singapour pour l'innovation et la technologie	C7/29	<p>Le Conseil prend note de la mise à jour sur le laboratoire conjoint OHI-Singapour pour l'innovation et la technologie et prend acte des progrès accomplis dans le cadre des projets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - S-131 Base de données sur les infrastructures portuaires maritimes (MHID) - Elaboration d'un document d'orientation sur la conversion de la S-57 vers la S-101 - Création et mise à l'essai d'un ECDIS capable d'afficher la S-102 (Phase 1) et la S-104 (Phase 2) sur les ENC S-101 <p>et l'achèvement du projet de démonstration de faisabilité : Collaboration OHI-AISM pour démontrer l'interopérabilité des S-101, S-124 et S-125 en mer en utilisant la mise à jour sans fil via les liaisons de télécommunications 4G/5G.</p>		
--	--	-------	---	--	--

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION N°	DECISION ou ACTIONS (en gras, action pour)	DATE CIBLE /EVENEMENT	ETAT (octobre 2023)
	Laboratoire conjoint OHI-Singapour pour l'innovation et la technologie	C7/30 (anciennement C6/43)	Le Conseil avalise la recommandation du comité directeur du laboratoire encourageant davantage de parties prenantes à identifier des projets de collaboration, notamment avec d'autres organisations et partenaires industriels.		
5. PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET ANNUELS DE L'OHI					
5.1 Examen de la situation financière actuelle de l'OHI					
	Rapport financier	C7/31	Le Conseil prend note des informations fournies sur l'état financier en cours au mois de septembre 2023.		Décision
5.2 Proposition de programme de travail pour 2024					
	Proposition de programme de travail de l'OHI pour 2024	C7/32	Le Conseil approuve le Programme de travail de l'OHI pour 2024, tel que présenté par le Secrétaire général , prend note des dispositions internes du Secrétariat de l'OHI pour un changement de directeur principal et de gestionnaire principal pour ABLOS et le MSDIWG.		Décision
	Journée mondiale de l'hydrographie	C7/33	Le Conseil prend note du thème proposé par le Secrétaire général pour la Journée mondiale de l'hydrographie de 2024 : « <i>Les informations hydrographiques – A l'appui de la sécurité et de l'efficacité des activités maritimes</i> » Le Secrétariat de l'OHI diffusera le thème pour 2024 aux EM de l'OHI par la LC de l'OHI.	Fin octobre 2023	Décision
5.3 Proposition de budget de l'OHI pour 2024					

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION N°	DECISION ou ACTIONS (en gras, action pour)	DATE CIBLE /EVENEMENT	ETAT (octobre 2023)
	Budget de l'OHI pour 2024	C7/34	En application des Décisions A3/26 à /28, le Conseil approuve le projet de budget pour 2024 fourni par le Secrétaire général , y compris les adaptations proposées.		Décision
6. EXAMEN DU PLAN STRATEGIQUE DE L'OHI					
6.1 Plan stratégique de l'OHI – Décisions A3/08a à /08d – Mise à jour des indicateurs de performance stratégique					
6.1	Etat d'avancement du Plan stratégique - SPI	C7/35	Le Conseil prend note du tableau de bord (objectif 2026, valeur SPI du WP2 et du WP3 au 31 décembre 2022) alloué au Secrétariat, au HSSC et à l'IRCC (rapport annuel 2022 de l'OHI, annexe B (pages 153 à 167)) et de sa mise à jour pour le WP1 au 1 ^{er} octobre 2023.		Décision
6.2 Discussion initiale et marche à suivre (d'ici le C-9) pour la préparation d'un Plan stratégique révisé en vue de l'A-4					
	Préparation de l'A-4 (Plan stratégique de l'OHI)	C7/36	Le Conseil reconnaît que la structure actuelle du plan stratégique 2021-2026 est toujours pertinente au niveau conceptuel (vision, objectifs, etc.) et convient que l'objectif du prochain Plan stratégique 2027-2032 devrait se limiter à une révision du plan stratégique actuel.		Décision
	Préparation de l'A-4 (Plan stratégique de l'OHI)	C7/37	Le Conseil charge le HSSC et l' IRCC de fournir leurs contributions sur les axes possibles d' <i>évolution</i> du plan stratégique existant en préparation de la phase de <i>révision</i> (2024-2025) du plan stratégique actuel.	C-8 (- 3 mois)	

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION N°	DECISION ou ACTIONS (en gras, action pour)	DATE CIBLE /EVENEMENT	ETAT (octobre 2023)
6.2	Préparation de l'A-4 (Plan stratégique de l'OHI)	C7/38	Le Conseil accueille favorablement la proposition du Vice-président du Conseil de diriger un groupe de correspondance composé de la NO , la SE , le GB , les US , la DE , le DK , le JP , le BR , la NZ , la FR et la HR sur les moyens ¹⁰ de préparer le prochain plan stratégique de l'OHI pour la période 2027-2032. [<u>Note</u> : la proposition relative au champ d'application et au mandat d'un éventuel groupe de travail chargé de l'examen du plan stratégique doit être soumise au C-8 pour approbation et mise en œuvre].	C-8 (- 3 mois)	

7. AUTRES ITEMS PROPOSES PAR UN ETAT MEMBRE OU PAR LE SECRETAIRE GENERAL

7.1 Participation accrue aux activités des organes de l'OHI

	Evénements de l'OHI plus inclusifs	C7/39	Prenant acte des commentaires formulés en séance et rassemblés dans le Livre rouge, le Conseil convient de préparer une résolution de l'OHI sur les <i>lignes directrices visant à rendre les événements de l'OHI plus inclusifs</i> , sur la base des recommandations formulées par le Secrétaire général (document C7-07.1A, paragraphe 37) et de l'analyse préliminaire par l' AU , la GB et la NZ , disponible dans le document C7-07.1B.		Evénements de l'OHI plus inclusifs
--	------------------------------------	-------	--	--	------------------------------------

¹⁰ La proposition sur la portée et le mandat d'un éventuel groupe de travail sur la révision du Plan stratégique doit être soumise au C-8 pour approbation et mise en œuvre.

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION N°	DECISION ou ACTIONS (en gras, action pour)	DATE CIBLE /EVENEMENT	ETAT (octobre 2023)
	Evénements de l'OHI plus inclusifs	C7/40	<p>Le Conseil avalise le principe de l'examen d'une première proposition de résolution de l'OHI intitulée « <i>lignes directrices visant à rendre les événements de l'OHI plus inclusifs</i> » (titre à confirmer), qui sera préparée par un groupe de rédaction ad hoc (AU, CL, FJ, GB, NZ¹¹, SG, US...).</p> <p>Le Conseil charge le groupe de rédaction ad hoc (respectivement l'IRCC) de mener une enquête¹² au nom du Conseil afin d'évaluer la faisabilité, les préférences et la volonté des EM, GT, Présidents de comités... (respectivement les CHR) d'accueillir et de participer aux réunions selon les quatre modalités différentes (en personne, en personne avec diffusion en direct, hybride ou VTC complète).</p> <p>Une fois les résultats de l'enquête compilés par le groupe de rédaction ad hoc, le Secrétariat de l'OHI affinera le projet de proposition de résolution de l'OHI en liaison avec le groupe de rédaction ad hoc, le cas échéant, et le soumettra aux Etats membres de l'OHI pour approbation</p>	<p>31 janvier 2024</p> <p>31 janvier 2024</p> <p>31 mars 2024 (Echéance 31 mai 2024)</p>	Evénements de l'OHI plus inclusifs
		C7/41	<i>Laissé en blanc intentionnellement</i>		
7.2 Poursuite de la numérisation des opérations du Secrétariat – Développement et introduction d'un système amélioré d'enregistrement et de partage de l'information					

¹¹ Direction.

¹² Des définitions claires des catégories de réunions doivent être fournies dans le cadre de l'enquête.

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION N°	DECISION ou ACTIONS (en gras, action pour)	DATE CIBLE /EVENEMENT	ETAT (octobre 2023)
		C7/42	<p>Le Conseil avalise les ambitions du Secrétariat de l'OHI de poursuivre la numérisation des services rendus aux Etats membres de l'OHI et salue l'offre faite aux EM de l'OHI qui souhaiteraient participer aux différentes phases de test et d'acceptation du nouveau portail de l'OHI (contact : adtdt@iho.int).</p> <p>Le Conseil prend note de la participation potentielle à la phase de test du BR, du DK, de la FR, du GB, de l'ID, du JP, de la NO, de la SE et des US.</p>	A partir de décembre 2023	Décision
7.3 Mise en place dans les MSDI d'une nouvelle couche mondiale consacrée aux aires marines protégées (AMP) – Proposition (Secrétariat de l'OHI) de discussion sur la situation et les activités à suivre					
	AMP	C7/43	<p>Le Conseil prend note des préoccupations valables soulevées par certains membres au cours de la discussion et dans le Livre rouge sur la proposition d'engager l'OHI dans le développement d'une nouvelle couche mondiale consacrée aux AMP dans les MSDI, mais n'est pas parvenu à un consensus sur l'approche du concept d'AMP proposée par le Secrétariat.</p>		Décision

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION N°	DECISION ou ACTIONS (en gras, action pour)	DATE CIBLE /EVENEMENT	ETAT (octobre 2023)
	AMP	C7/44	<p>A la suite des précisions apportées par le Secrétaire général sur les objectifs, y compris les mises à jour de la dernière réunion NIPWG-10 sur le développement de la S-122, le Conseil convient de la nécessité stratégique de promouvoir le concept S-100 avec un gain rapide par le biais de la S-122.</p> <p>Le Conseil charge le Secrétariat de l'OHI d'établir une liaison avec les fournisseurs de données pertinents sur les AMP et charge l'IRCC, par l'intermédiaire du MSDIWG, de mettre en place un projet pilote pour les AMP en haute mer et celles adoptées par l'OMI, afin de démontrer les avantages de la S-122 à des fins autres que la navigation.</p>	C-8	Décision
8. PROCHAINE REUNION					
8.1 Dates et lieu de la 8^{ème} réunion du Conseil de l'OHI					
	C-8	C7/45	Le Conseil décide de tenir le C-8 à Monaco, au Secrétariat de l'OHI, du 15 au 17 octobre 2024 (réunion complète en personne, retransmission en direct sur demande).	Décision définitive le 15 juin 2024	Décision
9. AUTRES SUJETS					
9.1 Document d'information (US) : Considérations réglementaires en matière de navigation pour les services hydrographiques					
	C-8	C7/46	<p>Le Conseil prend note du document d'information fourni par les Etats-Unis sur les réglementations nationales ainsi que de l'expérience utile partagée par d'autres Etats membres.</p> <p>Le Conseil encourage les EM à participer aux activités de l'ENCWG / ECS PT.</p>		

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION N°	DECISION ou ACTIONS (en gras, action pour)	DATE CIBLE /EVENEMENT	ETAT (octobre 2023)
10. EXAMEN DES ACTIONS ET DECISIONS DE LA REUNION					
11. CLOTURE DE LA REUNION					